



VIOLENCES DANS LES STADES

# LE DRAME DE TROP !

page 17

ISSN : 1112-7449

# MIDI

*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

*Libre*

N° 1548 Lundi 16 avril 2012 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com



LE PRÉSIDENT DU CNT  
À ALGER POUR UNE VISITE OFFICIELLE

## Les questions d'intérêt commun à l'ordre du jour

Lire page 6

LE FRONT SOCIAL S'AGITE

## LE TROUBLE-FÊTE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ?



page 6

Ph : DR

HAMID GRINE À L'ETABLISSEMENT

### «UN PORTRAIT SANS POLÉMIQUE N'EST PAS UN PORTRAIT»

page 24

IL A DÉBUTÉ SA CAMPAGNE

### LE FRONT EL MOUSTAKBAL AFFICHE SES AMBITIONS

page 5







33.000

rassemblements et rencontres de proximité seront organisés dès dimanche à Annaba dans le cadre de la campagne électorale pour les législatives du 10 mai prochain, a-t-on appris samedi auprès de la Direction de la réglementation et des affaires générales (DRAG).

1.300

stagiaires des établissements de formation de 12 wilayas de l'ouest du pays participent aux 5es Olympiades des métiers, ouvertes samedi soir à la salle omnisports Kara-Zaitri de Tiemcen.

4.000

mosquées sont en cours de réalisation à l'échelle nationale, a révélé, samedi à Relizane, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Bouabdallah Ghlamallah.

## Le rappel à l'ordre de Cherif Abbas



Le ministre des moudjahidine, Mohamed Cherif Abbas, a déclaré, samedi à Alger, que la célébration du

cinquantième anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie "est un événement algérien par excellence", exprimant sa ferme

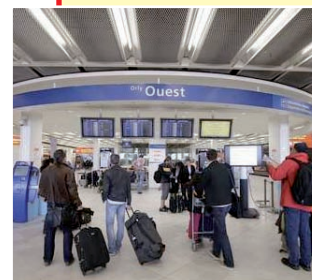
opposition à toute tentative de récupération de cet événement par des parties étrangères "à des fins avouées ou inavouées". M. Cherif Abbas, qui intervenait lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du programme des festivités célébrant le cinquantième anniversaire de l'Indépendance, a souligné qu'"il s'agit d'un événement purement algérien et nous refusons, de ce fait, toute sorte de récupération qui viserait à atteindre d'autres objectifs avoués ou inavoués".

"Nous disons à ceux-là, de l'autre côté de la Méditerranée, que notre

caravane passe et ne déraillera pas quelles que soient les voix discordantes qui s'élèvent", a-t-il martelé. L'Etat algérien "insiste" et se prépare à célébrer le 50e anniversaire de l'Indépendance "en se conformant à un ensemble de critères qui permettent d'atteindre les objectifs attendus et qui dépassent le cadre du caractère éphémère pour concrétiser toute œuvre durable et plus approfondie".

"Cela nous amène à nous éloigner de toutes les intrigues qui surgissent par-ci par-là et nous consacrer à cet événement qui est purement algérien", a conclu le ministre.

## A cause d'une grève de transport...



Une patiente nommée Brigitte a décidé de porter plainte parce que sa greffe du cœur, qu'elle attend depuis novembre, a été annulée en raison d'une grève et de dysfonctionnements dans les transports aériens en

France. Âgée de 53 ans, cette malchanceuse s'est rendue au commissariat de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) pour déposer cette requête. Le parquet a alors transféré le dossier à son confrère de Metz car ces problèmes de logistique – une erreur de communication – sont survenus en Moselle. Le procureur va examiner s'il existe un cadre juridique permettant le déclenchement de la poursuite. "Je veux juste savoir à qui incombe la défaillance, savoir quels dysfonctionnements ont eu lieu, je ne vise pas quelqu'un en particulier", explique cette dame, citée par Le Figaro. Mais que s'est-il vraiment passé ? Dans la nuit du 2 au 3 avril, cette femme est appelée en urgence pour une greffe imminente. Une équipe médicale décolle en même temps de l'aéroport de Nantes pour aller à Metz chercher le cœur d'une patiente en état de mort cérébrale. Mais les minutes sont comptées. Les chirurgiens n'ont qu'un délai de quatre heures pour prélever l'organe et le réimplanter. Sauf que les contrôleurs aériens font grève dans l'Est, entraînant la fermeture de l'aéroport de Metz-Nancy Lorraine. Du coup, l'avion de l'équipe médicale ne peut pas atterrir. Ils ont pensé un moment à réorienter l'appareil vers l'aéroport de Nancy-Essay mais le détour n'aurait pas permis de rentrer à temps à Nantes. Mais cette version des faits est démentie par le délégué syndical des contrôleurs aériens de l'aéroport en grève.

## Ils débordent de créativité

Invitée à l'émission américaine Anderson, une famille raconte sa nouvelle vie dans une maison de 15 mètres carrés. Cette famille américaine possédait un restaurant, et une maison de 139 mètres carrés avec leur deux enfants. Mais la crise financière a agit comme une tornade, et elle a tout perdu. C'était sans compter la ténacité et la créativité de ce couple qui décidé de réduire leur train de vie, en commençant par vendre leur maison pour un petit havre de paix large de 15 mètres carrés. Le mari prénommé Carl et sa femme Hari se sont lancés dans la construction de leur propre logement pour la modique somme de 12 000 dollars (environ 9 000 euros). "J'ai fait des recherches sur internet pour trouver les matériaux nécessaires", explique Carl, invité avec sa famille dans l'émission Anderson. L'espace est certes étroit, mais très bien isolé, avec une facture d'électricité qui ne dépasse pas 30 euros par mois. D'autres familles comme celles de Carl ont aussi décidé de mener des changements drastiques. La famille Dunning a dû faire face à une facture fumante suite aux repas de fêtes de fin d'année. La solution ? Ne pas dépenser un seul centime au mois de février, afin de rééquilibrer leurs comptes. Après avoir acheté plus de 300 euros de nourriture en janvier, chaque repas a coûté 50 centimes d'euro pour chacun des six membres de cette famille. Une tactique étonnante a même été trouvée pour économiser le lait. Mr Dunning a pensé mélanger la moitié de la bouteille de lait avec de l'eau pour la verser sur les céréales de ses enfants. Ni vu, ni connu.



## Démantèlement d'un réseau de faussaires à Sétif

Les éléments de la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Sétif ont mis fin, la semaine dernière, aux activités d'une bande de malfaiteurs spécialisés dans l'utilisation de faux documents et l'imitation de cachets de l'Etat, a indiqué, samedi, un responsable local de ce corps constitué.

Selon cette source, les éléments de la Police judiciaire ont mené une enquête approfondie, qui aura duré trois mois, au sujet du vol d'un camion qui a été signalé par un citoyen résidant à Alger alors qu'il était en vente au marché de véhicules de Sétif.

Une filature, organisée à partir de l'identification de la personne portée sur la carte grise du véhicule, a permis



d'effectuer une perquisition à Barika, dans la wilaya de Batna, où du matériel moderne a été saisi, notamment un ordinateur, des papiers administratifs

falsifiés, un scanner, un cachet, un disque dur et des CDrom. Pas moins de 28 cachets, dont un rond métallique utilisé dans la falsification des cartes nationales d'identité et des cartes grises, ont été saisis avec des matériels de coupe, des permis de conduire falsifiés, ainsi qu'un grand nombre de dossiers de véhicules.

L'opération menée par les mêmes services a abouti à l'arrestation de deux individus, alors que quatre autres complices sont en fuite, a précisé la même source.

Les individus arrêtés ont été présentés devant le procureur de la République qui les a placés en détention préventive.

## Une délégation de la Ligue arabe début mai à Alger

Une délégation de la Ligue arabe, forte de près de 120 observateurs, entamera, début mai, une visite en Algérie dans le cadre de l'observation des législatives prévues le 10 mai, a indiqué, samedi, le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, M. Mohamed Sbih.

"La délégation œuvrera lors de sa visite en Algérie, à quelques jours du scrutin, à examiner les derniers préparatifs pour ce rendez-vous important", a déclaré M. Sbih à la presse, en marge du tirage au sort pour la répartition du temps d'intervention des partis politiques à la radio et la télévision nationales, dans le cadre de la campagne électorale qui a

débuté hier.

Il a ajouté que la délégation en visite actuellement en Algérie dans le cadre de l'observation des législatives a tenu plusieurs rencontres avec près de 20 formations politiques, soulignant qu'elle se réunira prochainement avec les autres partis politiques et des membres de la société civile, ainsi que des responsables "afin de relever les points positifs et négatifs".

Les électeurs "sont conviés à participer en masse aux prochaines législatives pour assurer leur réussite qui reflètera la force de l'Algérie qui constitue un élément important du monde arabe".



D I X I T



### Hachemi Djar :

«L'avenir des sports en Algérie est tributaire de la prise en charge de l'aspect formation auquel les clubs doivent accorder une priorité, ainsi qu'à l'octroi de davantage d'intérêt à l'épanouissement des jeunes talents, à travers la mobilisation des moyens nécessaires. L'Etat a mobilisé des moyens conséquents pour l'encouragement des jeunes capacités sportives, un réservoir pour le renforcement des équipes nationales (...). Un système de prospection de jeunes talents, aux échelles nationale et locale, sera prochainement élaboré. Une démarche nécessitant la concentration, par les encadreurs et présidents de clubs, de leur action sur les écoles sportives et sur la formation pour une meilleure prise en charge des capacités sportives en herbe devant garantir un avenir radieux pour les sports en Algérie.»



LA CAMPAGNE ÉLECTORALE POUR LE SCRUTIN DU 10 MAI A DÉBUTÉ OFFICIELLEMENT HIER

# 44 partis politiques et des indépendants à la conquête de 462 sièges

*Après quelques tours d'échauffement, le départ de la campagne électorale pour les législatives du 10 mai a été officiellement donné hier. Les 44 partis politiques et les listes indépendantes ont 21 jours pour séduire les électeurs. Les 44 partis politiques et un grand nombre de candidats indépendants en lice pour les législatives croiseront le fer pendant trois semaines. Ils vont se disputer les 462 sièges de la future Assemblée.*

PAR SADEK BELHOCINE

Les leaders des ces formations politiques vont sillonner par monts et par vaux l'ensemble du territoire national à l'effet de convaincre un électoralat qui a du mal à entrer dans le bain. La précampagne engagée par tous les partis et les indépendants n'a pas soulevé «la curiosité» des électeurs. Les chefs de partis qui ont animé des meetings ou tenu des conférences de presse se sont contentés de balancer des «généralités» et réserver la primeur des grandes lignes de leurs programmes électoraux qu'ils dévoileront lors des meetings populaires, dès l'entame de la campagne électorale, qui se tiendront en plein air ou dans salles réservées à cet effet. Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelaziz Belkhadem devait animer, hier, pour son début de campagne électorale, un meeting à Illizi. Pour sa part, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, devait entamer cette campagne électorale par deux



meetings à Bechar et Nâama. Les deux partenaires de l'Alliance présidentielle ne manqueront pas de tirer la couverture à eux. Pour la durée de la campagne, ce sera à couteaux tirés entre les deux formations. L'autre formation de l'alliance en rupture de banc, le MSP qui a choisi de rejoindre son «milieu naturel», la mouvance islamique en s'alliant avec En Nahda et El Islah, dans une coalition portant le nom de «l'Alliance de l'Algérie verte» devait de son côté se jeter dans la bataille à partir de Constantine où se tiendront les cérémonies commémorant la Journée du savoir un jour plus tard. Bougerra Soltani, Fateh Rebei et Halmlaoui Akkouchi, les chefs des trois formations animeront conjointement les meetings de «l'Alliance de l'Algérie verte». Le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid, lui innove. Il est prévu qu'il se recueille à la mémoire de feu Ahmed Ben Bella au cimetière d'El Alia et inaugure à Baraki (Alger) la permanence du parti dans la capitale. Le président du Front national pour la justice sociale (FNJS), Khaled Bounedjma, anime un meeting à Tipasa et des activités de proximité à Baraki et Bordj El Kiffan (Alger). Le secrétaire général du Mouvement populaire algérien

(MPA), Amara Benyounes, sera à Mila pour son baptême de feu. Le secrétaire général du Parti du renouveau algérien (PRA), Kamel Bensalem, anime une conférence de presse au siège du parti pour présenter le programme de la campagne électorale. Le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdessalem, anime lui aussi un meeting à Constantine. L'Alliance de l'Algérie verte y sera aussi. La ville des Ponts fera donc le plein de la mouvance islamique. Beaucoup plus loin, le président du Front du changement (FC), Abdelmadjid Menasra, anime une conférence de presse à Blida et un meeting à Médéa. La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Mme Louisa Hanoune, infatigable et toujours aussi dynamique anime trois meetings à Tlemcen, Aïn Témouchent et Oran. Le président du Mouvement de l'entente nationale (MEN), Ali Boukhezna,

anime deux meetings à Relizane et Sidi Bel Abbès. Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati usera du verbe à Tlemcen, Aïn Témouchent et Sidi Bel Abbès. Le secrétaire général du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), Mohamed Said, aura des activités de proximité à Alger. Le président du Fadjr El Djadid, Tahar Benbaibèche, anime un meeting à Boussaâda dans la wilaya de M'sila. Pour les autres partis et les indépendants, il est difficile de se faire une idée sur leur carnet de campagne. Rien n'a filtré de leur part, aucun effort de communication. Même les panneaux réservés à l'affichage des listes sont restés muets. La campagne démarre en fanfare pour tous ces partis politiques. Il est sans doute que certaines formations politiques, notamment celles qui ont reçu leurs agréments ces derniers jours, s'essouffleront très vite, mal préparées qu'elles sont et de surcroît sans expérience et qui ressentiront au fur et à mesure l'impact de l'insuffisance des ressources financières. Il faut dire que la campagne électorale «bouffera» énormément de fonds financiers. Elle laissera sur le carreau bon nombre de ces formations politiques, constituées à la va vite, à la santé financière fragile. Les sponsors à la *chkara* bien pleine leur font défaut. Il ne restera sur le terrain que «les vieux» partis aguerris à la lutte partisane et au «savoir-faire» avéré dans les rivalités qui seront exacerbées par l'enjeu de ce scrutin pas comme les autres et, par certains aspects inédits, notamment le nombre de partis, de candidats et la conjoncture nationale et internationale.

S. B.

## Ce que prévoit la loi

Les dispositions législatives pour la campagne électorale, qui a débuté officiellement dimanche pour le scrutin du 10 mai prochain, sont mentionnées dans la loi organique portant régime électoral no 12-01 du 12 janvier 2012. Dans son chapitre VII, intitulé "De la campagne électorale et des dispositions financières", l'article 188 stipule entre autres, que "la campagne électorale est déclarée ouverte vingt-cinq (25) jours avant la date du scrutin. Elle s'achève trois jours avant la date du scrutin". Quant au respect de la durée de cette campagne, les articles 189 et 190 indiquent que "nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, faire une campagne en dehors de la période prévue par la présente loi organique et que l'utilisation de langues étrangères durant la campagne électorale est interdite". Le texte prévoit en outre dans son article 191 que "tout candidat aux élections locales, législatives ou présidentielles dispose, pour présenter son programme aux électeurs, d'un accès équitable aux supports médiatiques de télévision et de la radiodiffusion nationale et locale", avant de préciser que "pour les élections locales et législatives (la durée des émissions accordées), varie en fonction de l'importance respective du nombre de candidats présentés par un même parti ou groupe de partis politiques". Et dans ce même ordre d'idée, il est utile de rappeler que la Commission nationale indépendante de surveillance des élections législatives (CNISEL) a procédé samedi dernier à Alger, au tirage au sort pour la répar-

tition des créneaux horaires d'intervention des candidats à la radio et télévision nationales au titre de cette campagne électorale.

Les représentants de trente sept partis parmi les 44 formations politiques et les représentants des listes indépendantes siégeant au sein de la CNISEL assistent à la cérémonie du tirage au sort.

Sept partis en lice pour les législatives du 10 mai, absents à cette cérémonie, sont représentés par le président de la CNISEL, Mohamed Seddiki, conformément au règlement intérieur de cette instance.

L'article 180 de la loi électorale stipule que la CNISEL "délibère sur la répartition de l'égal accès aux médias publics". La fréquence des interventions est définie en fonction du nombre des listes électorales de chaque parti. Les candidats indépendants regroupés de leur propre initiative bénéficient, quant à eux, des dispositions prévues dans l'article 191 : "Les candidats indépendants regroupés de leur propre initiative bénéficient des dispositions du présent article dans les mêmes conditions". L'article 194 interdit par ailleurs à moins de soixante-douze heures avant le scrutin "la publication et la diffusion de sondages portant sur les intentions de vote des électeurs et les cotes de popularité des candidats". Quant à la communauté nationale établie à l'étranger, cette interdiction intervient cinq jours avant le jour du scrutin. La nouvelle loi définit également les surfaces publiques réservées à l'affichage des candidatures.

R. N.

## SOUS LA PLUME

### Dur, dur d'être électeur

PAR SORAYA HAKIM

Le gong a sonné pour la campagne électorale des législatives du 10 mai 2012. Des élections que l'on dit importantes pour l'avenir du pays. Des élections pour lesquelles le président de la République en personne - qui du reste a promis un vote exemplaire - administration et partis politiques appellent de tous leurs vœux à un vote massif. Et pour convaincre, les partis ont déjà donné le ton. Ils vont sillonner les contrées tous azimuts pour expliquer les bons côtés de leurs programmes qui portent, assurent-ils, sur le changement radical qu'attendent les citoyens. Chacun à sa manière, durant vingt et un jours, les quarante-quatre partis et les deux cent onze listes indépendantes vont «draguer» les citoyens qui, pour l'heure, ne donnent pas l'impression d'être mobilisés, d'autant que les affiches manquent à l'appel des panneaux, symbole urbain du scrutin, sur lesquels on peut lire des tags se rapportant au prix exorbitant de la pomme de terre. Comment arriver à séduire des citoyens qui se démènent chaque jour que Dieu fait pour joindre les deux bouts quand les départements ministériels sont démis-

sionnaires. Comment avoir la tête aux élections quand on sait que le front social bouillonne, que les élèves sont dans la rue à quelques semaines du bac blanc, que les malades vont voir ajourner leurs rendez-vous médicaux parce que les médecins spécialistes de santé publique décident d'un mouvement de grève pour des promesses jamais tenues par leur tutelle. Comment penser aux élections quand il y a



*Comment arriver à séduire des citoyens qui se démènent chaque jour que Dieu fait pour joindre les deux bouts. Comment avoir la tête aux élections quand on sait que le front social bouillonne, que les élèves sont dans la rue à quelques semaines du bac blanc.*



de fortes chances de ne pas rapporter du pain à la maison parce que les boulangers risquent, eux aussi, de ne plus mettre les mains dans la farine pour des revendications maintes fois formulées. Les partis en lice promettent une vie meilleure, une justice sociale, du travail et un logement pour tous. Des promesses qu'ils savent pertinemment ne pas pouvoir tenir car les indicateurs économiques ne sont pas au top. Ce sont toutes ces choses qui mettent le citoyen en colère et pour lui, les élections ne sont pas la priorité de l'heure. A moins que leaders et l'administration s'improvisent en magiciens pour inverser la tendance. Wait and see.

S.H



## ELECTIONS LÉGISLATIVES

## Les candidats font campagne pour une participation massive

*Les meetings animés, hier, premier jour de la campagne électorale des législatives 2012, ont constitué une occasion pour les partis politiques en lice de souligner l'importance du scrutin du 10 mai prochain et d'appeler à une forte participation pour "opérer le changement".*

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelaziz Belkhadem, a appelé les populations de la wilaya d'Illizi où il a animé son premier meeting, à participer en force aux législatives du 10 mai prochain qui constituent un rendez-vous "décisif" pour l'avenir du pays.

Il a demandé aux jeunes de cette région de l'extrême Sud de prendre exemple sur les moudjahidine, qui grâce à leur volonté et organisation, avaient réussi à libérer l'Algérie d'une colonisation de 132 ans.

Pour sa part, le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati a



Les électeurs courtisés par l'ensemble des partis.

appelé les électeurs lors d'un meeting animé à Aïn Temouchent à "opérer un changement par la voie des urnes".

Qualifiant le prochain scrutin de "rendez-vous important avec l'histoire", M. Touati a mis l'accent dans son intervention sur "les disparités sociales" qui continuent de subsister. Lors d'un meeting animé à Relizane, le président du Mouvement de

l'entente nationale (MEN), Ali Boukhazna a estimé, quant à lui, que les prochaines législatives représentaient "un départ prometteur" pour le pays.

Il a considéré qu'une forte participation au scrutin du 10 mai donnerait une crédibilité aux représentants du peuple à la future assemblée (Parlement).

De son côté, la présidente du Mouvement

pour la jeunesse et la démocratie (MJD), Chalabia Mahdjoubi a relevé à Souk Ahras l'importance des législatives de cette année, qui, a-t-elle dit, revêtent une importance "exceptionnelle".

Selon elle, une implication "massive" des citoyens des différentes couches sociales permettra d'élire des parlementaires capables de voter une constitution forte qui mettra en place "les fondations de l'Algérie du 21ème siècle".

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a axé son intervention lors d'un meeting animé à Béchar sur les priorités de son parti comme "la préservation de l'unité, de la stabilité et de la cohésion nationale".

Le RND "est et restera une force de proposition, engagée pleinement dans la gestion des affaires du pays", a-t-il ajouté. A Tizi-Ouzou, outre les meetings animés par les candidats, des partis politiques ont indiqué qu'ils organiseront des caravanes pour sillonner les villages les plus reculés pour convaincre les électeurs de voter pour leurs listes.

Des candidats à ces élections ont annoncé qu'ils feront du "porte à porte" dans les hameaux et villages de la wilaya pour persuader les femmes à aller voter en masse le jour J.

L. B.

SENSIBILISATION AUX  
ÉLECTIONS LÉGISLATIVESLes scouts  
s'y mettent

P lusieurs actions de sensibilisation sur l'importance de la participation aux élections législatives du 10 mai 2012 sont menées actuellement dans la wilaya de Naâma, à l'initiative des Scouts musulmans algériens (SMA).

Lancée, hier, en direction notamment des jeunes nouvellement inscrits sur les listes électorales et les femmes, cette campagne prévoit un programme très riche mis au point pour la sensibilisation sur l'importance de la participation à la prochaine échéance électorale et à la nature de ces élections, ont indiqué les organisateurs.

"Le mouvement scout a décidé de contribuer à la mobilisation des citoyens et à leur participation massive au prochain rendez-vous électoral, par leur accompagnement et sensibilisation en faisant appel à leur sens patriotique, leur citoyenneté et la fidélité aux chouchada", a indiqué Miloud Ahmed, secrétaire général des SMA de Naâma.

Impliquant près de 200 éléments issus de différentes sections SMA des communes de la wilaya de Naâma, cette campagne de sensibilisation, qui se poursuivra pendant une semaine, sera marquée par la distribution de dépliants appelant les citoyens au vote pour contribuer à l'édification de l'avenir du pays. Le programme de sensibilisation prévoit des expositions à Aïn-Sefra et Mécheria axées sur l'histoire des élections, le pluralisme et les réalisations algériennes en matière de consécration de la liberté d'expression et le choix libre des représentants du peuple dans différentes assemblées élues.

Des activités culturelles et récréatives animées par des associations locales, l'organisation de rencontres, l'animation de débats, avec la participation des jeunes notamment, figurent au programme de cette campagne, a fait savoir le même responsable.

R. N.

## Amara Benyounès : «Le10 mai sera le printemps de l'Algérie»

PAR INES AMROUDE

Amara Benyounès, secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA) a appelé hier à Mila à "faire du 10 mai prochain, un véritable printemps algérien pour un changement pacifique" à l'occasion de la tenue des élections législatives.

«Un changement qui ne pourra s'opérer que pacifiquement" et "par la voie des urnes", car "le peuple algérien a fait l'amère expérience de la violence pendant toute la dernière décennie du siècle dernier", a ajouté M. Benyounès qui ouvrait au musée du Moudjahid de Mila la campagne électorale de son parti pour les prochaines législatives.

L'Algérie "est en mesure de constituer une exception dans le monde arabe pour la réalisation du changement par des voies pacifiques", a souligné le secrétaire général du MPA, ajoutant que l'Algérie est "le seul pays arabe qui s'est libéré par lui-même, en consentant des sacrifices considérables". Il a également estimé que "l'Algérie est

aussi le seul pays qui a su remporter une victoire (...) sur le terrorisme". Evoquant les "allégations" mettant en cause l'honnêteté des élections législatives, M. Benyounès a affirmé que s'il avait "le moindre doute" sur la régularité du prochain scrutin, il ne serait pas entré dans la campagne électorale. La meilleure manière de combattre "le trucage des urnes", qui pourrait "provenir de l'opposition ou des partis dominants", est d'aller voter en masse, a ajouté M. Benyounès, qui mise sur "la responsabilité des électeurs, en particulier des femmes et des jeunes".

M. Benyounès a par ailleurs souhaité que la campagne électorale se poursuive dans la loyauté et dans un climat honnête, marqué par la confrontation des programmes et le débat transparent car, selon lui, "l'enjeu est de taille, la prochaine Assemblée nationale devant avoir la lourde responsabilité de voter la Constitution du pays". Le président du MPA s'est prononcé d'autre part contre le bulletin unique "pour

des raisons opérationnelles".

M. Benyounès a affirmé par ailleurs que son parti appartient au courant "opposé à l'intégrisme et au terrorisme", et "œuvre pour un Etat véritablement démocratique car le peuple algérien n'a pas de complexes vis-à-vis de l'islam, mais affronte plutôt des problèmes d'ordre social et économique qui nécessitent des programmes réalistes et concrets".

M. Benyounès a également plaidé pour "l'institutionnalisation d'une journée nationale des victimes du terrorisme", avant de faire état de "30 propositions pour apporter des solutions aux problèmes des Algériens". Des solutions qui comportent notamment "l'autorisation d'achat de voitures d'occasion de l'étranger" et "le retour au crédit à la consommation".

Au cours d'une conférence de presse animée après le meeting, M. Amara Benyounès a écarté la possibilité de "participer à un gouvernement majoritairement intégriste".

I. A.

## FRONT DU CHANGEMENT

## La campagne lancée à partir du domicile du défunt Nahnah

La campagne électorale du Parti du changement (FC) a été lancée, hier, à Blida, à partir du domicile du défunt Mahfoud Nahnah, où le président de ce parti, Abdelmadjid Menasra a animé une conférence de presse.

«Le lancement de notre campagne à partir de ce domicile symbolise notre fidélité à cheikh Nahnah, au projet de changement pour lequel il a combattu, ainsi que la poursuite de son œuvre», a déclaré M. Menasra, tout en soutenant que la voie du changement qu'ambitionne son parti est «parsemée d'embûches et de contraintes».

Il a cependant indiqué que le rendez-vous électoral du 10 mai prochain est une «opportunité pour offrir au peuple algérien un programme répondant à cette volonté du changement».

«Le changement visé par le Mouvement



Abdelmadjid Menasra.

pour le changement sera réalisé avec des moyens pacifiques dans un cadre démocratique», a-t-il affirmé avant de mettre en garde contre les risques de fraude électorale, qu'il a qualifiée d'«ennemie du changement et d'alliée de la violence».

M. Menasra a en outre indiqué que le programme électoral de son parti, repose sur 5 axes principaux que sont la liberté, la justice, le développement, la connaissance, et la santé.

Il a ajouté que ce programme englobe 365 propositions pratiques pour l'édification d'un Etat algérien fort et pour le règlement des «crises actuelles».

«Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir durant cette campagne, pour convaincre le peuple algérien à adhérer à ces propositions afin de changer, en mieux, l'état actuel des choses», a-t-il conclu.

APS



IL A DÉBUTÉ SA CAMPAGNE HIER À BARAKI

# Le Front El Moustakbal affiche ses ambitions

*Le Front El Moustakbal a entamé hier sa campagne électorale par une sortie de proximité dans la commune de Baraki dans la capitale. Auparavant, la délégation du FM conduite par son président, Abdelaziz Belaïd, s’est rendue au cimetière d’El-Alia, où elle s’est recueillie sur les tombes des trois présidents algériens décédés.*

PAR MOKRANE CHEBINE

En effet, après la lecture de la fatiha, des gerbes de fleurs ont été déposées sur les tombes du président Ahmed Ben Bella, fraîchement inhumé au carré des Martyrs, ainsi que sur les tombes des présidents Houari Boumediene et Mohamed Boudiaf. Un geste hautement symbol-

## CAMPAGNE ÉLECTORALE

### Début timide à Tizi-Ouzou

La campagne électorale dans la wilaya de Tizi-Ouzou n’atteindra sa vitesse de croisière qu’au cours de la dernière semaine.

C’est ce à quoi nous ont habitués les différents partis coutumiers de cette joute. Hier donc, la campagne électorale a certes démarré dans la wilaya de Tizi-Ouzou à l’instar du reste du pays, mais timidement. Ce sont pas moins de trente listes de candidats qui entrent en lice pour conquérir les quinze sièges dont est dotée la wilaya de Tizi-Ouzou. Deux listes indépendantes ainsi que celles de pas moins de trente partis politiques politiques toutes tendances confondues. On retrouve les partis traditionnellement présents dans la région depuis 1991 mais aussi de nouveaux partis dont l’agrément a été obtenu il y a à peine quelques semaines. Hier, le Front des forces socialistes a été le premier à avoir organisé une sortie médiatique en organisant un point de presse en son siège au chef-lieu de wilaya. La rencontre avec les représentants de la presse nationale s’est déroulée en présence des candidats du parti FFS ainsi que de quelques responsables locaux du parti. L’absence de nombre de figures connues du FFS à cette première sortie électorale a été remarquée. Une absence qui s’explique par la grogne née à la suite de la conception des listes électorales qui sont loin de faire l’unanimité dans les rangs de la formation politique qui prend part à cette élection avec un grand optimiste surtout après le boycott de son parti rival, le Rassemblement pour la culture et la démocratie. Le mécontentement est aussi palpable au sein du parti du Front de libération nationale. Juste après l’annonce de la liste des candidats, les communiqués des différentes kasmass ont commencé à pleuvoir sur les bureaux locaux de la presse pour dénoncer ce qui est qualifié d’absence d’équité dans le choix des candidats. Pour l’instant, parmi les «vieux partis», seul le Rassemblement national démocratique (RND) n’a pas connu de réaction négative quant à la conception de ses listes. Même le Mouvement populaire algérien (ex-Union démocratique pour la République) de Amara Benyoune n’a pas échappé à la vague de mécontentement. Des personnalités connues localement pour être acquises au MPA ont signé un communiqué pour dire leur refus de cautionner la liste élaborée. Pour les nouveaux partis et les indépendants, on n’en sait pas beaucoup pour l’instant. Quant aux pronostics, il est pratiquement impossible d’en établir attendu que c’est la première fois qu’autant de listes sont enregistrées dans la wilaya. Ceci, même si certaines options semblent certaines comme celle de l’impossibilité pour les partis islamistes d’obtenir ne serait-ce qu’un siège dans cette wilaya où l’utilisation de l’Islam à des fins politiques n’a pas droit de cité.

L. B.



Abdelaziz Belaïd, président du Front El Moustakbal

ique pour le Front El Moustakbal, nouvellement agréé, en guise d’élan patriotique avant d’amorcer la campagne électorale en perspective des élections législatives du 10 mai prochain. Dans la commune de Baraki, où Abdelaziz Belaïd a inauguré un siège pour la permanence du parti, une foule assez nombreuse de militants et de curieux s’est rassemblée devant la délégation. La foule a longuement ovationné le président du parti ainsi que Abdelhamid Abbad, tête

de liste du Front El Moustakbal à Alger. Originaire de Baraki justement, le docteur Abbad jouit d’une grande popularité parmi les citoyens. Le président du FM a prononcé une brève déclaration appelant notamment les citoyens à faire confiance aux candidats du parti «*issu du peuple et travaillant pour le peuple*». «*Nous sommes là pour inciter les citoyens, notamment les jeunes, à aller voter massivement le 10 mai prochain*», a brièvement indiqué

## RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉMOCRATIQUE

### «La préservation de l’unité, une priorité», selon Ouyahia

PAR RAYAN NASSIM

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a indiqué, dimanche à Bechar, que «*la préservation de l’unité, de la stabilité et de la cohésion nationales sont au centre des préoccupations*» de son parti.

Le RND «*est et restera une force de proposition, engagée pleinement dans la gestion des affaires du pays*», a-t-il affirmé lors d’un meeting organisé à l’occasion du lancement officiel de la campagne électorale des législatives du 10 mai par son parti à partir de Bechar. M. Ahmed Ouyahia a signalé aussi que le RND présente aux électeurs, ses candidats «*avec un bilan de 140 propositions du parti faites aux législatives de 2007, en plus de nouveaux engagements pour les*

*cinq prochaines années*». Le parti a placé son actuelle campagne sous le signe de «*Ensemble, confortons la cohésion nationale et bâtissons un avenir commun prospère, et ce dans l’unique but de bâtir un avenir national florissant*», a-t-il ajouté. Tout en affirmant que «*le RND tend la main à tous les Algériens pour travailler ensemble à la préservation d’une Algérie unie dans son territoire et dans son peuple*», Ouyahia a estimé qu’«*en cette année du cinquantenaire de l’indépendance nationale, notre parti, comme tous les citoyens algériens, ont fortement à l’esprit l’énorme tribut payé par le peuple pour recouvrer sa liberté et sa souveraineté*». «*Aucun effort ne doit être économisé pour préserver l’indépendance et l’unité nationale*», a-t-il souligné à ce propos. Souhaitant au RND de «*sortir vainqueur des élections législatives du 10*

## PARTI DES TRAVAILLEURS

### Louisa Hanoune : «Nous défendrons les acquis du peuple»

La participation du Parti des travailleurs (PT) aux prochaines législatives « *vise à défendre les acquis du peuple et à poursuivre le processus de réformes engagées dans le pays*», a affirmé, hier à Tlemcen, la secrétaire générale du parti, Louisa Hanoune. Animant un meeting à la maison de la culture Abdelkader-Alloula dans le cadre de la campagne électorale des législatives du 10 mai prochain, Louisa Hanoune a affirmé que «*les réformes ont permis aux travailleurs de bénéficier de certains avantages, mais beaucoup reste à faire*». Elle a également souligné : «*Si le peuple venait à nous élire et nous faire confiance, on élaborera une nouvelle politique sociale et on rouvrira les entreprises fermées, tout en engageant de vraies réformes dans le domaine de l’agriculture pour assurer l’autosuffisance alimentaire et réduire les prix des produits agricoles*». La secrétaire générale du PT a précisé que le programme de son parti est porteur de diverses propositions pour redresser la situation générale du pays. Ce programme porte sur le volet économique, entre autres propositions du PT, sur «*le retour au monopole de l’Etat sur le commerce extérieur*» et «*l’annulation de l’accord (d’association) avec l’Union européenne*». La SG du PT a mis l’accent également sur la nécessité d’une nouvelle Constitution qui émanera du nouveau Parlement, prônant la justice sociale, la liberté de la presse et les droits politiques et économiques susceptibles de renforcer le développement du pays. Elle a en outre indiqué que son parti lutte pour un régime parlementaire qui répondra aux attentes populaires, rappelant le slogan de la campagne électorale de son parti qui

est «*La rupture avec toutes formes d’exploitation, d’injustice et de corruption*». «*Le prochain scrutin est décisif et capital. Divers dangers guettent le pays de partout et l’impérialisme fait tout son possible pour atteindre ses objectifs*», a-t-elle souligné par ailleurs en évoquant la situation sur le plan international. «*Notre participation aux prochaines législatives vise aussi à*

Abdelaziz Belaïd. Quant au candidat Abdelhamid Abbad, il s’est contenté d’exhorter l’assistance à faire confiance au FM. Le président du parti ralliera respectivement les wilayas de Bouira, Boumerdès, Blida, Médéa et Bordj Bou-Arréridj à raison d’une wilaya chaque jour, et ce, jusqu’à samedi prochain.

Les wilayas de Mostaganem, Chlef, Aïn Defla, M’sila et Guelma constitueront la deuxième étape du périple électoral de Abdelaziz Belaïd. Cette seconde étape de la campagne électorale du FM sera marquée par un meeting populaire à la salle Sierra-Maestra dans la capitale, le jeudi 26 avril prochain. Une semaine plus tard, soit à deux jours de la clôture de la campagne électorale, le président du FM animera un autre meeting à la salle Harcha-Hassen à Alger. En outre, les wilayas de Skikda, Constantine, Sétif, Mascara et Oran seront les dernières étapes de la campagne du FM avant de la clore définitivement par une rencontre au sommet qui se déroulera à la maison de la culture Hassan-Hassani de Bouzaréah à Alger. Là encore, le FM innove en consacrant cette ultime étape à la frange des handicapés, en guise de sympathie et de compassion envers cette catégorie de la société algérienne, mais aussi une opération de charme visant à amadouer l’énorme réservoir électoral que représentent les handicapés dans notre pays. Sinon, le FM a mobilisé beaucoup de moyens logistiques et humains pour réussir sa campagne électorale qui s’avère décisive quant à l’issue des résultats du scrutin du 10 mai prochain.

M. C.

mai», le SG du RND a affirmé que, le cas échéant, son parti «*poursuivra sa marche pour l’édification d’une Algérie forte et unie où les citoyens exerceront leurs droits et devoirs pour la poursuite des efforts de développement du pays*». Abordant la question du développement de la wilaya de Bechar, Ahmed Ouyahia a promis le lancement de plusieurs nouveaux projets à travers cette wilaya du Sud, qui, a-t-il dit, «*a été de tous les combats pour la libération et le développement du pays*». Parmi ces nouveaux projets, il a cité la réalisation d’une cimenterie à Ben-Zireg au nord de Bechar, trois hôpitaux aux chefs lieux des daïras de Kerzaz, Abadla et Béni-Ounif, en plus de nouvelles routes pour le désenclavement total de plusieurs localités de la wilaya.

R.N.

## LÉGISLATIVES

### Un tournant décisif, selon l’ANR

Les élections législatives du 10 mai prochain constituent «*un tournant décisif pour la création d’une République jeune, fondée sur la justice sociale*», a affirmé à Tébessa le secrétaire général de l’Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli. Entamant à Tébessa la campagne électorale de son parti pour le scrutin législatif du 10 mai, M. Sahli a mis l’accent, au cours d’un meeting à la maison de la culture de la ville, sur «*l’importance de l’unité nationale*» ainsi que sur «*la lutte contre les facteurs de division de la nation algérienne*» et contre «*l’ingérence étrangère*». Le secrétaire général de l’ANR a évoqué plusieurs volets du programme électoral de sa formation politique, axés notamment sur «*l’élaboration d’une stratégie de développement répondant aux préoccupations et aux aspirations du peuple algérien, notamment la jeunesse*». Il a estimé, à ce propos, que le changement escompté par son parti «*ne peut provenir que de la jeunesse*». M. Sahli a également évoqué le récent enlèvement

de diplomates algériens au Mali, estimant qu’il s’agit-là d’un «*évènement qui interpelle tous les Algériens autour de la nécessité de prendre conscience de telles menaces*». Le secrétaire général de l’ANR a également fait part de son vœu de voir le pays sortir «*très fort*» à l’issue des législatives du 10 mai prochain.

Une échéance qu’il a qualifiée de «*nouveau jalon dans la construction d’une Algérie démocratiquement meilleure*». Il a aussi appelé les jeunes à «*contribuer à l’édification du pays en prenant exemple sur leurs aînés qui se sont sacrifiés durant la lutte armée de Libération nationale*». M. Sahli a clôturé son intervention en invitant la population algérienne à «*aller voter massivement le 10 mai 2012*» pour choisir les candidats «*les plus utiles à l’édification du pays*». Une minute de silence a été observée à l’ouverture du meeting à la mémoire du défunt président Ahmed Ben Bella, décédé mercredi dernier à Alger.

R. N.



LE FRONT SOCIAL S'AGITE

# Le trouble-fête de la campagne électorale ?

*Le front social risque d'interférer cette année dans la campagne pour les législatives du 10 mai prochain. Et pour cause, tous les poids lourds que compte les syndicats de la santé se mobilisent et se déclarent prêts à maintenir la pression. Ainsi le SNPSSP s'apprête à paralyser les hôpitaux le 22 avril prochain. Et la même grogne continue d'être observée au niveau du secteur de l'enseignement secondaire où le Cnapest tient la dragée haute depuis qu'il a appelé à une grève illimitée.*

PAR LARBI GRAÏNE

Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, l'intersyndicale des professionnels de la santé appelle «les pouvoirs publics à l'ouverture du dialogue et à la prise en charge effective des revendications socioprofessionnelles légitimes soulevées par l'ensemble des professionnels de la santé». Cette intersyndicale formée du Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP), du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), du Syndicat national algérien des psychologues (SNAPSY) et du Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical (SNPEPM) s'était réunie le 12 avril dernier pour faire une évaluation de «la



Grogne sociale et grèves s'invitent à la campagne électorale.

dégradation constante des conditions d'exercice au niveau des structures de santé, des instituts de formation paramédicale et de ses répercussions négatives sur la prise en charge des malades, de l'état de prise en charge des revendications socioprofessionnelles des différents corps relevant du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière ainsi que des cas d'entraves rencontrés dans l'exercice syndical et du droit de grève».

En outre, l'intersyndicale des professionnels de la santé a apporté «son soutien et sa solidarité aux praticiens spécialistes de

santé publique dans le cadre du conflit qui les oppose au ministère de la Santé et dénonce les mesures répressives prises à leur encontre». Le SNPSSP avait appelé à une grève illimitée pour le 15 avril avant de la reporter au 22 du même mois «par respect» du deuil national décrété à la suite du décès de l'ancien président Ahmed Ben Bella.

Le SNPSSP qui estime que la tutelle n'a pas jusqu'à ce jour, répondu à ses différentes sollicitations visant à améliorer la situation socioprofessionnelle des travailleurs de la santé réclame entre autres l'amendement du statut particulier, la révision du régime

indemnitaire sur la base de l'accord conclu entre le syndicat et le ministère de la Santé. Pour faire le bilan, l'intersyndicale des professionnels de la Santé devrait se réunir aujourd'hui.

Face à cette montée des périls on est en droit de se poser la question de savoir si les syndicats vont perturber la campagne électorale. Il va sans dire que les pouvoirs publics sont mis dos au mur. N'est-ce pas que les électeurs risquent de regarder dans une autre direction que celle où l'on veut qu'ils regardent ?

L. G.

LES SYNDICATS AGITENT LA MENACE DE GRÈVE

## Le secteur de l'éducation dans la tourmente

PAR KAMAL HAMED

Le secteur de l'éducation n'en finit pas, décidément, d'être pris dans le tourbillon de la fronde et de la contestation. Le troisième trimestre connaît, en effet, une certaine instabilité qui menace même d'aller en s'amplifiant. En plus de la grève illimitée initiée par le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) depuis le 10 avril, d'autres syndicats sont sur la voie de déclencher des mouvements de débrayage. C'est dire que le troisième trimestre, très sensible au demeurant puisque il coïncide avec les examens de fin d'année, notamment le Bac et le BEM, risque de connaître de fortes perturbations, fort préjudiciables pour les élèves. Le Syndicat des professeurs de l'enseignement secondaire et technique

(Snapest), l'Union des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), qui considèrent n'avoir pas obtenu gain de cause lors de la révision du statut particulier des travailleurs de l'éducation, menacent de rejoindre le Cnapest. Ce dernier a initié, pour rappel, dès mardi dernier, une grève illimitée qui a été massivement suivie par ses troupes. Une grève qui a été très mal perçue par la tutelle qui a avait alors multiplié les pressions sur les membres de ce syndicat pour les amener à mettre fin à ce mouvement de protestation. Face à cette donne, le Conseil national du Cnapest a été convoqué pour se prononcer sur la poursuite de la grève ou non. Cette réunion, qui a commencé samedi, n'a semble-t-il pas encore pris une décision. En effet, à l'heure où nous mettons sous presse, le syndicat est toujours en conclave et ses responsables sont injoignables.

C'est dire la difficulté de mettre fin à la grève illimitée alors que le syndicat a ouvertement indiqué que ses revendications n'ont pas été satisfaites.

C'est sans doute pour cette raison que le bureau national du syndicat a appelé le Premier ministre à veiller à la promulgation d'un statut particulier à la hauteur des aspirations des professeurs. Un statut particulier, souligne encore le syndicat, qui soit à la mesure «des aspirations de l'Etat algérien à une école républicaine et forte», comme cela a été énoncé dans la loi de janvier 2008 portant loi d'orientation sur l'éducation qui a considéré que le secteur est stratégique. Le ministère a «certes répondu favorablement à certaines de nos revendications, comme c'est le cas de la question de l'intégration des professeurs», mais «cela reste insuffisant», nous a indiqué, il y a quelques jours, le coor-

dinateur national du Cnapest, Nouar Larbi. L'UNPEF a, elle aussi, affiché son mécontentement. D'où la convocation hier de son bureau national en attendant la réunion, probablement dans les prochains jours, de son conseil national. Il en a été de même pour le Snapest qui a lui aussi sonné le tocsin en convoquant à la hâte une réunion de son bureau national.

Dans ce même contexte, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) a appelé, hier, à une journée de grève pour aujourd'hui. Ces syndicats vont coordonner leurs actions et il n'est pas exclu qu'ils initient une grève commune. Auquel cas, Boubekour Benbouzid, le ministre de l'Education nationale, risque de connaître une fin d'année des plus difficiles.

K. H.

LE PRÉSIDENT DU CNT À ALGER POUR UNE VISITE OFFICIELLE

## Les questions d'intérêt commun à l'ordre du jour

PAR MASSINISSA BENLAKEHAL

Le président du Conseil national de transition (CNT) libyen, Mustapha Abdeldjalil, effectue les 15 et 16 avril une visite officielle en Algérie à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué, avant-hier, un communiqué de la présidence de la République. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la «consolidation des traditions de concertation et de coopération entre les deux pays et des moyens à même de les développer dans divers domaines à la hauteur des aspirations des deux peuples frères». Cette visite «offrira

l'opportunité de se concerter sur les derniers développements survenus dans la région à la lumière des récents événements et des défis qu'ils imposent et permettra aux deux parties de procéder à un échange de vues sur les différentes questions arabes et internationales d'intérêt commun», conclut la même source.

Il est à préciser qu'aucune information n'a filtré au sujet des détails relatifs aux dossiers devant être traités durant les deux jours de la visite officielle. Néanmoins, la question de l'instabilité au niveau des frontières entre les deux pays sera certainement à l'ordre du jour. Rappelons que Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités

locales, avait évoqué, fin mars dernier à Tripoli, lors des travaux de la conférence ministérielle régionale sur la sécurité des frontières, la création d'un comité frontalier bilatéral algéro-libyen. D'autres questions portant sur les derniers développements dans les pays de la région, à l'instar du Mali, seront également discutées avec les responsables algériens.

Pour rappel, la dernière visite d'un haut officiel libyen en Algérie remonte à fin mars dernier. Il s'agit du ministre libyen de l'Intérieur, Fawzi Abdelaal. Lors de son passage au niveau du siège de la Direction des unités républicaines de sûreté d'El Hamiz, à

Alger, il avait déclaré que «sa visite était porteuse de bonnes perspectives pour les deux pays». Le ministre libyen de l'Intérieur effectuait une visite de deux jours en Algérie à l'invitation de son homologue algérien, Daho Ould Kablia. La situation d'instabilité dont laquelle se trouve plongée la Libye, notamment avec les affrontements avec les différentes milices qui se refusent à reconnaître l'autorité de Tripoli, laisse perdurer les craintes d'un enlèvement dans la région.

Notons, par ailleurs que le président Abdelaziz Bouteflika a rencontré Mustapha Abdeldjalil à deux reprises à Doha et à Tunis.

M. B.



CONGRÈS SCIENTIFIQUE D'ONCOLOGIE

# Défis et innovations scientifiques...

*La lutte contre le cancer devient l'affaire, non seulement des pouvoirs publics et sa politique d'investissements massifs, mais également de tous les différents intervenants, tels que les hôpitaux, les médias et les organisations et associations caritatives.*

PAR AMAR AOUIMER

Ainsi, les participants au Congrès scientifique d'oncologie qui a eu lieu, hier à l'hôtel Hilton, sous le thème «Cancer : Défis et innovations technologiques» ont longuement débattu la problématique inhérente à ce fléau considéré comme l'une des principales causes de décès en Algérie.

Organisée par Philips Healthcare, sous le haut patronage du ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, cette importante rencontre a réuni près d'une dizaine d'experts nationaux et internationaux et pas moins de 200 acteurs spécialisés dans ce secteur médical. L'objectif essentiel consiste, notamment, à partager les expériences concernant les meilleures solutions pour un nouveau modèle de traitement du cancer.

## Réduction des coûts

Les soins de meilleure qualité à moindre coût et la prise en charge effective et efficace des patients ont été le cheval de bataille des spécialistes durant cette journée scientifique.

En effet, le directeur général de



Philips Healthcare Afrique, Peter Van de Ven, a déclaré que «l'avenir des soins est un des problèmes les plus urgents de notre époque.

Chez Philips, nous sommes passionnés par le développement des soins de santé en Afrique. Ce n'est qu'à travers un dialogue et une collaboration continus que nous pourrions construire de meilleures solutions de soins de santé qui améliorent les soins prodigués aux patients et réduire les coûts et les garder sous contrôle».

Une étude récente intitulée «Stratégie renforcée de lutte contre le cancer», du bureau d'études et conseils Oxford Business Group (OBG) montre que «l'Etat algérien a fortement revu ses dépenses à la hausse dans le domaine de la prévention et du traitement du cancer avec, en perspective, la création d'un grand nombre de nouveaux hôpitaux spécialisés et de centres anti-cancer». Il ajoute «l'Algérie n'en est pas à ses premières armes en matière de lutte contre le cancer : en 2003, le pays a été parmi les premiers d'Afrique du Nord à

développer un programme national de lutte contre cette maladie et contre d'autres maladies non transmissibles que l'objectif du gouvernement est de faire passer le nombre de centres anti-cancer de 4 à 22 d'ici 2014 et ouvrir un centre de diagnostic dans chaque wilaya et chaque daïra».

Pour autant, «les dépenses qui seront consacrées en 2012 à la lutte contre le cancer ne constituent qu'une partie d'un plan d'investissement plus vaste actuellement en cours dans le domaine de la santé, a ajouté encore la revue spécialisée, affirmant que le plan quinquennal d'investissement 2010-2014 qui englobe toutes les dépenses publiques prévoit le financement de 45 nouveaux complexes spécialisés de santé, dont 15 unités de cancérologie» ajoute cette étude. Le département ministériel d'Ould Abbès indique qu'un budget de 21 milliards DA (211,9 millions d'euros) pour la prise en charge du cancer en 2012 et s'est fixé comme priorité d'améliorer l'accès aux services pour les patients, en particulier dans les régions les plus reculées selon

OBG. À l'inauguration du Congrès d'oncologie, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a souligné que l'Etat a mis en garde les importateurs qui n'ont pas respecté leurs programmes d'importations que nous leur avons délivrés le 15 novembre dernier. Un délai jusqu'au 20 avril prochain leur a été notifié. Et d'ici le 25 avril, les importateurs qui n'auront pas importé les quantités pour lesquelles ils se sont engagés, ils verront leur agréments retirer et éliminer du secteur de la santé ».

Ould Abbès a également affirmé qu'entre-temps, des instructions ont été données à la PCH de «commander chez ses fournisseurs les médicaments essentiels contre le cancer Et ces médicaments sont en train d'arriver actuellement. Si jamais les importateurs concernés respectent leurs engagements avant le 25 avril, il faut mieux avoir plus que moins. «De toutes les façons le problème est pris en charge avec efficacité».

A. A.

NOMENCLATURE DOUANIÈRE ARABE UNIFIÉE

# Textiles, verre, marbre et matériaux de construction en question

Les travaux du comité arabe de la tarification douanière unifiée ont débuté samedi au siège de la Ligue arabe avec la participation des représentants des douanes des pays membres.

Le président du comité, Abdelaziz Al Maghaira (Arabie saoudite), a indiqué que celui-ci avait examiné la finalisation des chapitres relatifs aux nomenclatures des marchandises échangées entre les pays arabes et le monde extérieur.

La réunion a été consacrée aux chapitres

relatifs au prêt-à-porter, aux textiles, au verre, au marbre, aux matériaux de construction, aux lunettes, aux montres, aux instruments de musique, aux armes et aux meubles.

Dans une déclaration à la presse en marge de la réunion, il a souligné que l'objectif de ces réunions était de mettre au point une nomenclature définitive des marchandises échangées entre les pays arabes et le monde extérieur en vue d'établir une tarification douanière unifiée.

Il a précisé à ce propos, que la finalisation

de ces nomenclatures se fera au courant de l'année, ajoutant que la question de la tarification douanière était une des trois conditions essentielles pour l'établissement de l'union douanière arabe.

M. Al Maghaira a rappelé enfin que toutes les commissions concernées s'attelaient à achever leur travail pour que le projet de l'union douanière soit prêt d'ici à 2015 en application de la décision du sommet économique arabe.

A. A.

## MARCHÉS DE GROS DE POISSONS Une SPA pour assainir les circuits commerciaux

Une société par actions (SPA) sera créée pour gérer les marchés de gros des poissons et produits de mer, a annoncé, samedi à Oran, le ministre de la Pêche et des ressources halieutiques, Abdallah Khanafou.

Cette SPA sera supervisée par la Chambre algérienne de pêche et d'aquaculture, l'initiatrice de ce projet, a indiqué le ministre lors du "Forum des citoyens", organisé par le groupe de presse Ouest Tribune.

Cette société se chargera de la gestion des différents marchés de gros de vente du poisson relevant du secteur existant, en cours de réalisation et/ou programmés, ce qui contribuera à la régulation du marché, a-t-il expliqué.

Première du genre au niveau national, cette Société verra l'implication des différentes Chambres de wilayas qui le souhaitent, ce qui confèrera un nouveau souffle au secteur, notamment en ce qui concerne différents stades de la commercialisation du poisson, a ajouté Khanafou.

Pour rappel, le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques a programmé la réalisation de marchés de gros de poissons à travers des ports de pêche du pays, dont 12 marchés sont en cours de concrétisation et trois autres en voie d'être mis en service.

Pour ce qui est de la gestion des ports de pêche, le ministre a souligné qu'en maintenant le mode actuel, le secteur ne peut pas évoluer, tout en signalant que le ministère a élaboré un dossier sur la situation de ces structures et a fait plusieurs propositions concernant leur gestion.

Khanafou a insisté sur l'importance de la formation selon les normes internationales, tout en annonçant la création de trois Centres de formation en matière de sécurité maritime. Il a au passage évoqué les efforts du ministère pour développer l'aquaculture en Algérie et augmenter la production de poissons, ainsi que ceux visant à protéger les ressources halieutiques, notamment en période de repos biologique allant de mai à août qui sera réduite à deux mois.

A noter que l'assistance à ce forum a observé une minute de silence à la mémoire de l'ancien président de la République, Ahmed Ben Bella, inhumé vendredi.

A. A.



CHLEF

**Contrôle financier  
au niveau des communes**

Plusieurs structures de contrôle des finances publiques locales viennent d'être mises en place au niveau des chefs-lieux des communes de daïra de la wilaya de Chlef, a révélé le directeur régional du budget lors d'une cérémonie d'installation du contrôleur financier auprès de la commune de Ténès. Cette opération qui a touché également les communes des chefs-lieux des daïras de Oued Fodda, Ouled Benabdelkader, Aïn Merane et Ouled Farès, a pour objectif de mieux maîtriser les dépenses publiques au niveau local et d'assurer le suivi des budgets de fonctionnement et d'équipement affectés aux communes, a expliqué à l'APS Lakhel Mohamed. Outre la mission de contrôle et de suivi des dépenses des communes, ces nouveaux services jouent un rôle de conseillers des ordonnateurs communaux afin de leur permettre d'éviter toute erreur dans les dépenses des communes, a ajouté ce responsable. Ainsi, tout paiement de quelque nature qu'il soit devra être préalablement visé par le contrôleur financier auprès de la commune, a-t-il affirmé, précisant que le rôle de ces services est beaucoup plus "préventif" dans la mesure où toute "erreur est relevée dès le départ". Une formation d'une année a été dispensée au personnel du service en question, des universitaires en totalité, disposant d'une formation dans le profil, a fait constater le même responsable, signalant que cette opération sera généralisée à toutes les communes de la wilaya.

BLIDA

**Vol de 160 m de câble  
du téléphérique**

Le ministre des Transports, Amar Tou, a révélé lundi dernier à Blida en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya, le vol de 160 mètres de câble du téléphérique reliant la ville de Blida aux hauteurs de Chréa. Le ministre, qui a déploré ce vol, a précisé que cet acte délictueux a causé l'immobilisation de cet équipement, privant ainsi de nombreux usagers de ce moyen de transport, particulièrement les habitants de Chréa. Le directeur des Transports de la wilaya, Mounir Yala, a indiqué, à cet égard, qu'une évaluation des dégâts est en train de se faire, sans donner de date quant à la remise en marche de cet équipement. Par ailleurs, le ministre a exhorté les travailleurs de l'entreprise de transport urbain de Blida, qui gère le téléphérique, à redoubler d'efforts pour améliorer le rendement de cette entreprise publique qui avait connu l'année dernière un recul de 14 % de son chiffre d'affaires. Dans ce contexte, les travailleurs ont émis le vœu de séparer la gestion de cette entreprise de celle du téléphérique qui, selon eux, cause des déséquilibres dans leur trésorerie.

TIZI-OUZOU

**7.000 plants mis en terre**

Quelque 7.000 plants ont été mis en terre dans les communes touchées par des glissements de terrains dans la wilaya de Tizi-Ouzou, suite aux intempéries de février dernier, afin de stabiliser le sol, a indiqué l'inspecteur principal de la Conservation des forêts. Selon Hablal Mohamed, cette opération a touché, les villages Zen, Ait Aissi, Chbel et Tighilit Boukhsas dans les communes d'Azazga et de Yakourene avec la mise en terre de 6.000 plants et les localités de Boudjima et de Makouda qui ont été destinataires de 700 arbustes. Samedi passé, une autre opération de plantation de 300 pousses a eu lieu au niveau du village de Ait Bouhini dans la commune de Yakourene, a précisé à l'APS le même responsable. Les espèces choisies sont notamment l'eucalyptus, le cyprès, le frêne, l'acacia et le casuarina dont le système racinaire se développe rapidement avec une capacité d'évolution dans des sols à forte concentration d'eau, a expliqué l'inspecteur principal des forêts de la wilaya de Tizi-Ouzou qui a ajouté que ces campagnes de plantation ont été organisées par la Conservation des forêts avec la participation des communes et des habitants des villages concernés.

APS

TESSEMSILT, COMMUNE DE BENI LAHCEN

# Projets pour le désenclavement

*Située à 30 km du chef-lieu de wilaya de Tissemsilt, la commune de Beni Lahcen a bénéficié d'une série de projets à la faveur du Plan communal de développement (PCD) et du programme sectoriel visant le désenclavement de cette collectivité et l'amélioration des conditions de vie des citoyens, a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC).*

PAR BOUZIANE MEHDI

Les opérations de développement, dont les travaux ont été achevés fin 2011, ont porté notamment sur le revêtement de 16 km de la route reliant douar Douiyat au chemin de wilaya (CW 5), la réception de 3,5 km de routes entre les douars Abaniya et Mehania et l'aménagement de 9 km de pistes rurales, a précisé le même responsable à l'APS. Abdelkader Derrar a ajouté qu'une cinquantaine de foyers du douar Douiyat a été raccordée au réseau d'AEP à partir du chef-lieu de commune, outre le fonçage de trois forages à Akarchia, Kheloua et Safsafa et qu'il a été procédé également à l'extension du réseau de distribution d'eau potable sur 1.800 mètres dans plusieurs quartiers de la ville



de Beni Lahcen. Il est prévu, d'autre part, le lancement, à la fin du premier semestre de l'année en cours, d'une opération pour la réalisation d'un réservoir d'une capacité de 3.000 m³ dans la commune de Beni Lahcen pour un approvisionnement régulier de la population en eau potable. Actuellement, cette collectivité locale est alimentée en cet élément vital à partir du barrage Koudiet-Rosfa, selon le même responsable. A la faveur du PCD de l'année en cours, une enveloppe de 35 millions de dinars a été allouée pour financer un nombre de projets, notamment l'aménagement urbain des quartiers, la réalisation d'un réseau AEP (1.700 m linéaires), en plus de la programmation de la rénovation d'une école primaire et l'aménagement du siège de l'APC. Le même respon-

sable a indiqué à l'APS que le parc immobilier de la commune sera renforcé prochainement par la réception de 20 logements publics locatifs qui seront attribués au mois de juin prochain. Il sera également procédé au lancement des travaux de construction de 100 logements du même type cette année, à la faveur du programme quinquennal actuel. Concernant les aides à l'habitat rural, 440 aides ont été concrétisées dans la commune de Beni Lahcen qui a bénéficié également d'un quota de 300 aides dans le cadre de l'exercice 2012 du plan communal de développement, a indiqué M. Derrar. A ce jour, les services concernés ont accueilli 240 demandes pour ce genre d'habitat.

B. M.

MASCARA, AMÉLIORATION URBAINE:

## La ville bénéficie de projets d'aménagement et d'équipement

La ville de Mascara a bénéficié de nombreux projets d'aménagement et d'équipement dans le cadre de l'amélioration urbaine et la réhabilitation de sites et monuments historiques, a indiqué la wilaya.

La place Emir Abdelkader, au centre-ville, fait l'objet d'une opération de réaménagement qui est en voie d'achèvement, ainsi que la réalisation d'un jet d'eau, d'une statue en bronze du fondateur de l'Etat algérien moderne, le revêtement des trottoirs et la plantation de fleurs et de plantes décoratives.

Non loin de cette place, les travaux de réfection du théâtre régional ont atteint un taux d'avancement de 60%. Ayant consommé une première enveloppe budgétaire, cette infrastructure compte sur l'adoption d'une réévaluation financière attendue par les pouvoirs centraux.

Les travaux de restauration du tribunal et de la maison de Commandement de l'Emir Abdelkader, reconvertis depuis quelques années en musées sur la résistance populaire du fondateur de l'Etat algé-

rien, sont en voie d'achèvement.

Il a été décidé dans cette opération de respecter l'aspect original de ces deux sites historiques, en faisant appel aux services d'un bureau d'études et d'une entreprise spécialisée agréée par le ministère de la Culture.

Le lycée Djamel Eddine El Afghani, le plus ancien établissement du secondaire à Mascara fait l'objet de travaux de réfection de certaines de ces parties et de sa cour, de réalisation d'aires pour le football et autres sports, l'aménagement de sa clôture. Une stèle commémorative des martyrs, qui avaient fréquenté cet établissement, est également programmée. A noter que la ville de Mascara a bénéficié d'un nouvel établissement secondaire d'une capacité de 800 places au quartier "Khessibia" dont la réception est prévue l'été prochain afin d'être opérationnelle à la prochaine rentrée scolaire.

La partie supérieure de ce quartier, appelée Ain El Beida, a bénéficié d'importants travaux de raccordement au réseau de gaz naturel, de pose d'un nouveau réseau

des eaux usées et de réalisation de routes et de trottoirs, d'une école primaire, d'une route à double voie et de blocs administratifs pour la Direction de l'environnement et la Direction de la Protection civile.

Des installations sportives ont également bénéficié d'opérations de réhabilitation dont le complexe 8 mai 1945 qui fait l'objet de travaux de pose de gazon artificiel. Ces installations seront réceptionnées au mois de juin prochain.

Le stade Chemmoum Mokhtar a bénéficié d'une opération de réhabilitation pour un délai de sept mois et d'un coût de 111 millions DA.

La zone 12, de forte densité, a bénéficié, elle aussi, d'un complexe de proximité des impôts d'une annexe administrative de la commune et d'un parking pour le stationnement des voitures. Le même quartier connaît des travaux de réalisation du siège de la Direction de la santé et de la nouvelle maison de la Culture, pour laquelle une enveloppe de 421 millions DA a été allouée.

APS



CONSTANTINE, SITE PRÉCAIRE DJAÂFROU-ABDALLAH

# Plus de 300 familles bénéficient de lots ruraux

*Occupant le site précaire Djaâfarou Abdallah, situé dans la commune de Benbadis (wilaya de Constantine), plus de 300 familles ont bénéficié, jeudi dernier, des décisions de cession des lots ruraux abritant leurs constructions de fortune.*

PAR BOUZIANE MEHDI

« Indispensables au lancement de l'opération locale de restructuration et d'aménagement des zones d'habitats précaires », la délivrance de ces actes administratifs a eu lieu lors d'une cérémonie officielle organisée au Centre culturel de cette commune.

En plus des actes de propriétés remis aux occupants de ce site, il sera procédé "ultérieurement" au versement des aides financières pour permettre aux bénéficiaires d'entamer les travaux de restructuration de leurs demeures, a indiqué à l'APS le wali, Nouredine Bedoui.

La remise des décisions de cession de ces lots ruraux marque le lancement d'une vaste opération de restructuration des sites précaires de la wilaya devant toucher plus de 6.000 familles, a précisé M. Bedoui, faisant part du rôle important des citoyens de la localité de Djaâfarou dans l'orientation des autorités locales vers cette option en phase d'être généralisée à travers toutes les localités du pays. Proposant une "éventuelle fixation dans leur environnement au lieu d'être relogés dans d'autres endroits", les occupants de cette cité pré-



caire suburbaine ont fait émerger une nouvelle formule de relogement que les autorités locales ont jugé "faisable et ont mis le paquet pour sa concrétisation sur le terrain", a ajouté le wali, indiquant dans ce contexte que "l'empreinte marquée" par les citoyens de la localité de Djaâfarou dans la conception de cette nouvelle formule de relogement devra être considérée comme une "leçon à apprendre" pour motiver les citoyens à être une "force de proposition" dans la conduite du processus de développement local tous azimuts.

Les décisions de cession des lots de terrain où sont construites les habitations précaires des localités de Ghirane (commune Hamma-Bouziane), Teyouch et la cité des Chouhada (commune de Benbadis), et Rabah-Bousbaâ, dans la région de Bounouara et la cité communale à Ouled Rahmoune, entre autres, seront attribuées "incessamment", a affirmé à l'APS M.

Bedoui. Le bureau d'étude public, à qui l'aménagement extérieur de ces sites précaires sera confié, devra également présenter des schémas architecturaux pour l'installation des équipements socioéducatifs qui y seront implantés plus tard, a, en outre, souligné le wali faisant part de l'impact de cette opération de restructuration sur la diminution de la pression enregistrée pour le logement social. Le président du comité de quartier de Djaâfarou, M. Abdelkader Hamidi, a indiqué, de son côté, que le programme de restructuration de ce quartier était comme un rêve caressé par les citoyens qui ont chaleureusement applaudi la décision des autorités locales pour leur fixation sur place. La localité de Djaâfarou, qui s'étale sur une superficie de plus de 10,70 ha, figure parmi les plus importantes cités précaires de la wilaya de Constantine.

B. M.

ORAN, TRAMWAY

## Livraison à la fin de l'année



Le ministre des transports, M. Amar Tou, a assuré, samedi à Oran, que le projet du tramway en cours de réalisation dans la capitale de l'ouest du pays sera livré à la fin de l'année en cours.

Le ministre, dans une déclaration à la presse en marge de sa visite du chantier du tramway d'Oran, a indiqué que les travaux de réalisation de ce projet connaissent "un avancement appréciable" qui permettra sa réception avant la fin de l'année 2012.

Les premiers essais du tramway débuteront en septembre prochain pour se poursuivre durant six mois avant sa mise en service commerciale au premier semestre de l'année 2013.

M. Amar Tou a inspecté les différents tronçons du parcours de ce moyen de transport moderne s'étendant sur 18,7 km. Les tronçons ont été réalisés à 70% alors que la pose des rails a atteint un taux de 83%, ont précisé les chargés de ce projet à la délégation ministérielle.

Il a, par ailleurs, visité plusieurs infrastructures relevant du projet comme les stations d'alimentation électrique, la salle de commandement à distance en plus de l'hangar principal de Haï Sabah, où sont entreposées les rames du tramway.

Les chargés du projet s'attellent actuellement à préparer les équipements électroniques qui seront installés le long

du parcours, comme les panneaux indicateurs destinés, notamment, à informer les usagers sur les horaires de passage des rames. Par ailleurs, le ministre s'est rendu au port d'Oran pour visiter l'unité de fabrication de navires relevant de l'entreprise nationale ERANAV. Les responsables de cette société ont présenté les grands axes de la stratégie de développement et de modernisation de cette entité économique et de ses différents chantiers.

Dans ce cadre, les responsables de l'ERANAV ont indiqué que cette dernière a bénéficié d'une subvention de l'ordre de 21 milliards de dinars, ce qui permettra la création de 300 nouveaux postes de travail à l'horizon 2015.

D'autre part, M. Amar Tou a évoqué le plan de modernisation du transport ferroviaire qui permettra au réseau national de disposer en 2015 de 1.060 km de rail qui viendront s'ajouter aux 3.919 km existants en 2011.

Il a également annoncé un projet d'extension de la ligne ferroviaire Oran-El Mogoun vers la ville d'Arzew, sur une distance de 7 km. Une entreprise nationale a été retenue dernièrement pour réaliser cette extension.

APS

KHENCHELA

## «Blanche Algérie» génère 272 emplois

Un total de 272 emplois a été généré dans la wilaya de Khenchela par le programme "Blanche Algérie" destiné à l'emploi de jeunes chômeurs, selon la Direction de l'action sociale (DAS) qui a indiqué que les 34 projets de ce programme, retenus pour la wilaya en 2012 par le ministère de la Solidarité nationale pour un montant de 3 millions de dinars/projet, sont "tous engagés", dont 13 au seul chef-lieu de wilaya.

Ces projets, dont chacun emploie en moyenne 7 jeunes, portent sur l'aménagement et le nettoyage de l'environnement, ainsi que l'entretien des espaces verts et des réseaux d'assainissement, en plus de l'enlèvement des ordures ménagères.

Une quinzaine de projets "Blanche Algérie" en plus, par rapport à 2011, ont été inscrits au titre de l'année en cours à "l'effet de mieux répondre à la demande exprimée par les jeunes des différentes communes", a fait savoir la DAS.

La commission des affaires sociales des l'Assemblée populaire de wilaya (APW) avait préconisé de confier la gestion de ces projets à de jeunes gens compétents pour "garantir la concrétisation des objectifs de l'opération Blanche Algérie et en faire bénéficier les collectivités locales".

Le programme des Activités pour les besoins collectifs (ABC) ex-TUP HIMO, avait porté, en 2011, sur le lancement de 31 opérations qui ont permis de créer 563 emplois temporaires dans les secteur de l'hydraulique, des forêts et des travaux publics.

EL-BAYADH

## 300 aides à l'habitat rural

Une tranche de 300 aides, initialement destinées à la restauration de vieilles bâtisses, a été transférée à l'habitat rural groupé dans certaines localités enclavées de la wilaya d'El-Bayadh, selon les services de la wilaya. Après consultation des parties centrales, la mesure a été prise d'affecter cette tranche, relevant d'un programme global de 600 aides affectées à la restauration d'habitations anciennes et précaires, après avoir constaté un faible engouement des citoyens pour cette formule de restauration, lui préférant l'habitat rural, a expliqué la wilaya. Ces aides, reconverties à l'habitat rural, seront attribuées au profit des citoyens des localités de Thénia, Drâa Lahmar et El-Haoud, dans la commune du chef-lieu de wilaya. Les services techniques de la wilaya s'emploient, en coordination avec la Direction de l'urbanisme et de la construction (DUC), à la délimitation des sites de réalisation des projets à travers ces localités. La wilaya d'El-Bayadh s'est vue accorder, l'année dernière, un programme de 5.400 aides à l'habitat rural, dont 715 aides retenues pour la commune du chef-lieu de wilaya. L'habitat rural contribue véritablement à la réduction de la demande sur le logement social pour lequel plus de 12.000 demandes ont été déposées, ont indiqué les responsables de la commune El-Bayadh.

APS



COMBATS ENTRE LES DEUX SOUDANS

## Prémices d'une guerre généralisée

Le gouvernement sud-soudanais a annoncé samedi avoir repoussé une offensive de l'armée de Khartoum pour reprendre la région frontalière de Heglig, qui regorge de pétrole, capturée par les sudistes en début de semaine. Les combats, cette semaine, entre les deux Soudans font craindre une reprise d'une guerre généralisée, neuf mois après la partition du pays le plus vaste d'Afrique. Les forces de Juba s'étaient emparées des gisements pétroliers d'Heglig mardi, suscitant une réprobation générale dans le monde rapporte Reuters. L'Union africaine avait parlé d'"occupation illégale" et exhorté les deux "frères ennemis" soudanais à éviter un conflit "catastrophique".

Vendredi soir, l'état-major de Khartoum avait indiqué que ses forces marchaient sur la ville de Heglig, dont les ressources pétrolières représentent la moitié environ du brut extrait au Sud (115.000 barils par jour). Les affrontements se sont traduits par un arrêt des opérations de Khartoum n'a, pour le moment, pas réagi à ces informations. Vendredi, le gouvernement de Juba avait proposé d'évacuer ses forces d'Heglig en cas de déploiement d'une force d'interposition neutre des Nations unies chargée de superviser un cessez-le-feu. Le pétrole, vital pour les économies des deux pays, est au cœur des tensions actuelles le long d'une frontière de plus de 1.800 km de long, dont le tracé est sujet à contestation. Le Soudan du Sud, enclavé, a hérité des trois-quarts de la production de pétrole du pays d'avant la partition. Mais Juba a fermé depuis janvier les robinets en raison du contentieux l'opposant à Khartoum sur le montant des redevances à payer pour acheminer son brut à Port-Soudan via les oléoducs situés sur le territoire soudanais.

R. I./Agence

PRÉSIDENTIELLE EN EGYPTTE

## Souleimane écarté

L'ancien vice-président Omar Souleimane fait partie des dix candidats écartés à la présidentielle égyptienne de mai, a annoncé samedi la commission électorale. M. Souleimane, un proche du président déchu Hosni Moubarak, a été disqualifié parce qu'il n'a pas réussi à obtenir les signatures d'électeurs de 15 gouvernorats du pays comme requis par la loi, a affirmé Tarek Aboul Ata, un responsable de la commission. Le candidat des Frères musulmans Khairat al-Chater, qui était incarcéré jusqu'en mars 2011, a été écarté en raison d'une loi stipulant que toute personne ayant été condamnée à de la prison doit attendre six ans à partir de la fin de sa peine ou de la date de sa grâce avant de pouvoir retrouver ses droits politiques. Et Hazem Abou Ismaïl ne peut, quant à lui, être candidat en raison de la nationalité américaine de sa mère. La loi électorale stipule, en effet, que tout candidat à la magistrature suprême doit être uniquement égyptien, de même que ses parents et son épouse.

APS

PAKISTAN- ATTAQUE CONTRE UNE PRISON

## 400 détenus s'évadent

Quelque 400 détenus, dont des insurgés, se sont évadés dimanche matin d'une prison dans le nord-ouest du Pakistan, après l'attaque de l'établissement par des hommes lourdement armés, a-t-on annoncé de source officielle. Plus de 150 insurgés armés de fusils, de grenades et de lance-roquettes ont pris d'assaut la prison centrale de Bannu, proche des zones tribales de Khyber et d'Orakzai. L'attaque a été lancée vers 1h (20h GMT) et s'est poursuivie jusqu'à 3h (22h GMT), a indiqué à l'AFP un haut responsable sécuritaire. Les insurgés, plus nombreux que les gardiens, ont pénétré dans la prison à la faveur d'un feu nourri d'armes automatiques et de roquettes et se sont enfuis avant l'arrivée des forces de sécurité. "Quelque 384 prisonniers se sont échappés au cours de l'attaque", a-t-il dit.

SYRIE, AVANT LE VOTE DE L'ONU

# Les forces syriennes tuent six civils

*Les forces syriennes ont tué six civils et bombardé la ville de Homs, à quelques heures d'un vote au Conseil de sécurité de l'Onu sur l'envoi d'observateurs pour surveiller le fragile cessez-le-feu.*

Les 15 pays membres du Conseil de sécurité "sont pratiquement tombés d'accord" sur le projet de résolution, a déclaré la Russie, alliée du régime de Bachar al-Assad, après un bras de fer avec les Occidentaux. Le vote devrait intervenir à 15h GMT. Au 3e jour du cessez-le-feu instauré conformément au plan de l'émissaire international Kofi Annan, le régime et les opposants continuent de s'accuser de violer la trêve même si l'intensité des violences n'est pas comparable aux derniers mois où les victimes se comptaient chaque jour par dizaines. Dans l'incident le plus meurtrier depuis la trêve, les forces de sécurité ont tué quatre civils participant à des funérailles à Alep (Nord), deuxième ville du pays, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les troupes ont, en outre, abattu un civil à Dmeir, dans la province de Damas, et bombardé plusieurs quartiers de Homs (centre) où un civil a péri, selon l'ONG. En outre, deux membres des forces de sécurité sont morts dans une attaque à Deraa (Sud). Contrairement aux mois précédents, les médias d'Etat rapportent depuis jeudi une grande partie des incidents signalés par les militants, les attribuant systématiquement à des "groupes terroristes armés" accusés de vouloir "saboter le plan Annan". De nouvelles manifestations ont, en outre, eu lieu dans plusieurs villes, au lendemain des rassemblements de milliers de manifestants déterminés à tester l'engagement du régime à respecter



le plan Annan. Ces démonstrations étaient brutalement réprimées ces derniers mois.

L'opposition a dit ne pas être rassurée quant à l'application du plan Annan, qui cherche à mettre fin à la répression depuis un an d'une révolte populaire qui s'est militarisée au fil des mois. Les violences ont fait plus de 10.000 morts depuis le 15 mars 2011, selon l'OSDH.

Pour vérifier sur place ce qui se passe, le Conseil de sécurité se préparait à voter sur un projet de résolution prévoyant le déploiement dans les prochains jours d'une équipe avancée d'une trentaine d'observateurs non armés, en prélude à une mission

complète comptant 250 hommes.

Les Russes avaient contesté une clause du projet des Occidentaux exigeant des garanties du régime Assad sur la sécurité des observateurs, leur liberté de mouvement qui doit être "entière, sans entrave et immédiate" et la confidentialité de leurs déplacements.

Les autorités syriennes imposent des restrictions draconiennes à la circulation dans le pays des médias étrangers qui ne peuvent vérifier indépendamment les informations.

R. I.

YÉMEN, COMBATS À ADEN

# Douze morts dans une attaque d'Al-Qaïda

Douze personnes ont été tuées dans une attaque d'Al-Qaïda contre la police suivie par des affrontements à Aden, la grande ville du sud du Yémen relativement épargnée jusque-là par les violences, selon une source policière. Toujours dans le Sud, des combats ces cinq derniers jours entre les partisans d'Al-Qaïda et les forces de sécurité ont fait 222 morts, dont 183 combattants du réseau extrémiste qui ont tenté en vain de conquérir la ville de Loder, selon un bilan de source militaire rapporté par l'Agence française de presse. A l'entrée nord d'Aden, "des hommes armés d'Al-Qaïda ont attaqué un barrage des forces de sécurité dans la localité de Jawala, tuant quatre policiers", a déclaré à l'AFP la source policière, ajoutant que les forces de sécurité avaient riposté, tuant huit assaillants.

L'attaque a eu lieu à la limite de Mansoura, l'un des principaux quartiers d'Aden. Entre temps, à Loder, les armes se



sont tués "après le retrait des combattants d'Al-Qaïda, à l'exception de quelques tireurs embusqués, vers les positions qu'ils occupaient avant le déclenchement des hostilités" lundi, a déclaré une source militaire. Selon cette source, les insurgés se sont retirés à Oum Sorra, à 5 km au sud-ouest de Loder, et en direction de Wadhia et Arqoub, à 10 et 15 km de Loder, après l'arrivée vendredi en renfort de 200 militaires des forces anti-terroristes.

Le même jour, 37 personnes ont péri, dont 31 combattants d'Al-Qaïda dans les combats, a indiqué une autre source militaire en faisant état de 222 morts en cinq jours à Loder, ville de la province d'Abyane, un fief des insurgés islamistes.

En outre, un chef local d'Al-Qaïda, Abdel Raouf Nassib, a été capturé vendredi près de Loder par des supplétifs de l'armée, qui l'ont ensuite remis aux forces armées, selon des sources tribale et militaire.

Abdel Raouf Nassib était recherché par les services de sécurité pour formation d'une bande armée.

Al-Qaïda cherche à étendre son influence au Yémen, mettant à profit l'affaiblissement du pouvoir central pendant la contestation du régime de l'ancien président Ali Abdallah Saleh, les rivalités tribales et la contestation des autonomistes sudistes.

R. I./ Agence



## La Chine en mesure d'asseoir des bases

Page 14

### CRISE DE 1929 ET CRISE ACTUELLE

# QUEL AVENIR POUR LE MONDE ET LES PAYS ÉMERGENTS

Page 12

Un trader crée la  
polémique avec un  
pari de 100  
milliards de dollars  
sur les CDS

JPMorganChase

Page 13



### BANQUES ESPAGNOLES ET ITALIENNES

## Bond des emprunts auprès de la BCE

Page 13



CRISE DE 1929 ET CRISE ACTUELLE

## Quel avenir pour le monde et les pays émergents

*La crise économique mondiale menace beaucoup de pays développés mais peut représenter une réelle opportunité de croissance pour l'économie nationale, selon les experts qui estiment que l'économie algérienne présente des atouts considérables qui lui permettent de réaliser une performance encore plus importante, de se diversifier et de se libérer de sa dépendance vis-à-vis des recettes des hydrocarbures.*

PAR TASSAÂDITE LEFKIR

Certains experts proposent même la création d'un fonds souverain algérien doté d'un capital d'au moins 50 milliards de dollars pour le rachat de participations dans les plus grandes firmes internationales en difficultés. De telles actions permettraient de développer la base industrielle nationale notamment par l'acquisition de la technologie et de pénétrer de nouveaux marchés.

La crise économique actuelle, due essentiellement au surendettement des ménages aux USA en 2008, n'est pas la seule dans l'Histoire. En 1929, juste après la Seconde Guerre mondiale, le monde a connu une crise que les experts décrivent semblable à l'actuelle. Dans ce contexte et avec les nouvelles données, quel avenir pour l'Algérie, les pays émergents et ceux dits développés quatre ans après le déclenchement de la crise de 2008 ?

**Mais où en était donc la crise de 1929 trois ans et demi après le krach ?**  
Trois ans et demi après le krash boursier de



1929, nul n'est encore fixé sur les causes de la crise, ni sur les solutions à y apporter. Comme aujourd'hui... Les économies européennes se trouvent plongées dans la plus profonde dépression qu'elles aient connu, en temps de paix, depuis 1929. Il est tentant de s'interroger sur la gravité comparée des deux dates, trois ans et demi plus tard. 1932 a vu aux Etats-Unis, se créer la Reconstruction Finance Corporation, qui accorde des crédits publics à un certain nombre de banques. Mais elle fait l'objet d'accusation de favoritisme. Sous la pression du Congrès, elle rend public en août, la liste des banques bénéficiaires, qui aussitôt, font l'objet de retraits massifs qui annulent largement l'effet favorable de son appui. Les Etats-unis en crise ont assisté le 29 mai, la même année, à la marche des vétérans sur Washington pour obtenir le paiement de leurs dus. Le 8 juillet, l'indice Dow Jones a atteint son minimum historique et le 8 novembre, Franklin D. Roosevelt est élu président du pays. A l'étranger, la crise a atteint son maximum d'ampleur au Japon, en

juillet 1932, puis en Allemagne en janvier 1933, ouvrant la voie le même mois à l'élection d'Hitler comme Chancelier. Tandis que la troisième banque française, la banque nationale du crédit, a déposé son bilan dès février 1932, et en dépit des avances de l'Etat, en juillet 1932 encore se tient la Conférence d'Ottawa : en créant notamment la zone sterling, elle consacre l'échec du gold exchange standard sur la base duquel l'on a pensé reconstruire l'économie mondiale au lendemain de la «Grande Guerre». L'année 1933 ne se présente donc pas sous les meilleurs auspices. Elle voit une série d'événements politiques inquiétants, qui ne se résument pas à la victoire des nazis en Allemagne : mutinerie aux Pays-Bas en février, suspension du Parlement autrichien par le chancelier Dollfuss en mars, départ du Japon de la Société des Nations le même mois, etc. Les nouvelles ne sont pas meilleures sur le plan économique : en mars 1933, le chômage atteint son maximum historique (25 % de la population active). Dans l'urgence,

Roosevelt décide la fermeture des banques du 5 au 13 mars, tandis que, le 9, l'Emergency Relief Conservation Act ouvre la voie à la recapitalisation des banques. Le 5 avril, toute détention d'or est désormais prohibée aux Etats-Unis, ouvrant la voie, le 19, à la sortie de l'étalon-or. En même temps, il tente d'endiguer le chômage, à travers la création du Civilian Conservation Corps, programme d'emploi de chômeurs, dans le cadre du New Deal. Ces mesures d'urgence ouvrent la voie à une intervention étatique sans précédent, sauf durant la Première Guerre mondiale : Agricultural Adjustment Act, le 12 mai, création de la Tennessee Valley Authority, grand programme d'aménagements hydraulique et hydroélectrique le 18, National Industrial Recovery Act, le 16 juin, qui porte en germe la constitution d'une Civil Works Administration destinée à la lutte contre le chômage. A cette époque, nul n'est encore fixé, comme aujourd'hui, sur les causes de la crise, ni non plus sur les solutions à y apporter. A coup sûr, la crise a des causes internes que l'on identifie bien au Royaume-Uni, en proie à un chômage structurel élevé depuis la réévaluation de la livre sterling en 1925, en France, longtemps affectée par l'inflation, puis, à partir de 1931, par la dépréciation de la livre sterling, en Allemagne, en raison de la surexposition financière des banques et de l'endettement extérieur massif et, surtout, aux Etats-Unis, où le surinvestissement boursier et immobilier vient se surimposer à l'endettement excessif des ménages, à l'archaïsme du système bancaire et à une surproduction agricole structurelle. Cette crise découle aussi de causes externes, qui tiennent notamment à la montée du protectionnisme et aux effets déflationnistes de l'étalon-or : les Etats-Unis, jusqu'en 1929 au moins, et la France, de 1928 à 1932, thésaurisent une grande partie de l'or mondial. D'une manière plus large, la crise résulte de l'absence d'une solidarité internationale mise à l'épreuve par l'héritage de la Première Guerre mondiale (réparations dues par l'Allemagne à la France et dettes françaises envers les Etats-Unis), puis par l'éclatement du monde en zones monétaires autour de la question du maintien de la parité-or (zone sterling, puis zone dollar contre bloc-or, emmené par la France) et de celle du protectionnisme (voie de l'autarcie choisie par l'URSS, puis l'Allemagne et l'Italie, enfin le Japon).

### La solidarité internationale s'impose

Le retour à une nécessaire solidarité internationale n'est pas pour demain. Trop affaiblie par des politiques économiques inadéquates (déflation budgétaire, en 1934 et 1935, puis, avec le Front populaire, relance massive de la demande et freinage brutal de l'offre), la France n'obtiendra pas, en septembre 1936, la conférence internationale qu'elle réclame en contrepartie de la dévaluation du franc. Comme aujourd'hui, une politique conjoncturelle, concertée et d'inspiration keynésienne, apparaît difficile à mettre en œuvre à l'échelle mondiale de relance budgétaire et monétaire. Elle ne se réalisera qu'avec le Plan Marshall. Entre-temps, une nouvelle guerre mondiale dévastatrice sera passée par là, qu'une stratégie de coopération internationale aurait pu éviter, mais à condition qu'elle ait été mise en route dès le lendemain du Premier Conflit mondial. Aujourd'hui, le défi à relever pour sortir de la crise réside dans un compromis entre l'Alena, l'Union européenne et les Brics.

«*Tout d'abord, il remet en question la stratégie de diversification et de répartition du portefeuille des produits de base poursuivis par des investisseurs financiers. Deuxièmement, il montre que les marchés des matières premières devenant financiarisés, ils sont plus enclins à des effets extérieurs déstabilisateurs.*».

T. L.

MENA

### Les USA préparent un fonds d'encouragement

Le gouvernement américain prévoit de faire passer dans son budget 2013 la création d'un fonds de 700 millions de dollars qui sera une réponse stratégique aux changements historiques qui ont lieu au Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. D'après le département d'Etat, ce fonds encouragera les réformes à long terme sur les plans politique, économique et commercial - piliers de la stabilité -, en soutenant les gouvernements qui montrent leur engagement à mener des changements significatifs et à donner le pouvoir au peuple. Les pays qui pourraient bénéficier de ces fonds sont en priorité : la Syrie, le Yémen, la Tunisie et le Maroc. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a confirmé en fin mars la reprise de l'aide militaire annuelle de 1,3 milliard \$ en certifiant au Congrès que l'Egypte remplit ses obligations aux termes du traité de paix avec Israël. Depuis trois décennies cet appui américain scellé le traité de paix de 1979 entre l'Egypte et Israël.

BOURSES ARABES

### 92 milliards \$ de plus au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

Avec 1.464 entreprises cotées, la capitalisation des 14 places financières arabes est passée de 884,5 milliards \$ à fin 2011 à 979,5 milliards \$ à la fin du premier trimestre 2012 soit un gain de 92 milliards de dollars.

Le Saudi Stock Market qui, avec 152 entreprises cotées, représente 1/3 de la capitalisation consolidée des marchés arabes, a vu sa valeur grimper de 338,7 milliards \$ à 408 milliards. Dubai et Abu Dhabi gagnent environ 4 milliards \$ avec une capitalisation respective de 53,9 milliards \$ et 69 milliards \$. La bourse du Qatar s'est stabilisée à 130 milliards \$ après une perte de 2 milliards sur les trois premiers mois de l'année 2012.

Le marché égyptien, gravement affecté par les troubles politiques et la baisse des recettes touristiques, a récupéré une partie de sa perte avec un rebond à 60,2 milliards contre 48,7 milliards en fin 2011. Le Casablanca Stock Exchange (77 entreprises cotées) pèse désormais 60 milliards et la bourse de Tunis (58 entreprises cotées) a subi une perte de 100 millions \$.

URBANISATION EN AFRIQUE

### 1,2 milliard de citadins en 2050

Le Caire, Lagos, Kinshasa, Abidjan (photo)... L'Onu anticipe une urbanisation accélérée en Afrique avec une population des villes qui progressera de 414 millions aujourd'hui à plus de 1,2 milliard d'ici à 2050. Le taux d'urbanisation passera d'une moyenne de 40% à plus de 60%.

Cette densification urbaine qui nécessitera des investissements massifs pour la mise à jour des infrastructures (transport, énergie, assainissement, logement...) et le renforcement des services essentiels (santé, éducation, sécurité...) pourrait donner des points additionnels de croissance économique.

Les villes asiatiques à l'instar des capitales africaines tireront la croissance urbaine avec 3,3 milliards d'habitants attendus en 2050 contre 1,9 milliard aujourd'hui. L'Afrique et l'Asie pèseront ainsi 86% de la hausse de la population urbaine dans le monde. La population urbaine supplémentaire en 2050 se trouvera en Inde (+497 millions d'urbains en plus), Chine (341 millions), Nigeria (200 millions), Etats-Unis (103 millions), Indonésie (92 millions)... avec une forte exposition des villes asiatiques et américaines du Nord et du Sud, à des catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre, ouragans...).

BANQUES ESPAGNOLES ET ITALIENNES

## Bond des emprunts auprès de la BCE

*Les banques espagnoles ont emprunté un montant record de 316,3 milliards d'euros auprès de la Banque centrale européenne (BCE) en mars, les établissements du pays étant de fait exclus des marchés de gros, annonce vendredi la Banque d'Espagne.*

Le total du mois dernier est presque deux fois supérieur à celui de février, qui, à 169,8 milliards d'euros, constituait déjà un record.

A la suite de ces données, le rendement des obligations espagnoles est reparti à la hausse, de 11 points de base, à 5,93%, entraînant dans sillage le rendement italien.

«*Des coûts de financement élevés et un accès inégal aux marchés risquent de poser de sérieux défis aux banques espagnoles pendant un certain temps, qui viennent s'ajouter à la pression que feront peser sur les bénéfices des charges de dépréciation plus sévères, des exigences en capital plus élevées et un environnement plus difficile.*», avait souligné Fitch dans un note publiée mercredi.

Le gouvernement espagnol a



demandé début février aux banques de lever 50 milliards d'euros supplémentaires afin de se protéger des conséquences de la crise immobilière.

Les banques espagnoles et celles d'autres pays dits périphériques ont pu résoudre leurs difficultés de financement à court terme grâce aux deux opérations de refinancement à trois ans lancées en décembre et en février par la BCE, pour un total de plus de 1.000 milliards d'euros. Mais, l'effet de ces mesures semble s'estomper, et avec la décision de ne pas respecter son objectif de

déficit budgétaire 2012, la situation des comptes de l'Espagne revient sur le devant de la scène. Le rendement des obligations espagnoles à dix ans est remonté à un niveau proche de 6%, faisant craindre un nouvel épisode de la crise de la dette.

### Les banques italiennes ont pris le quart des fonds BCE

Les banques italiennes ont pris environ le quart des 1.000 milliards d'euros de liquidités à trois ans proposées à taux réduit par la Banque centrale euro-

péenne (BCE) en décembre et en février, d'après les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Italie.

Les banques italiennes ont pris 116 milliards d'euros lors de l'offre de refinancement à long terme (LTRO) de la BCE en décembre et 139 milliards d'euros lors de celle de février.

Les liquidités bon marché de la BCE ont aidé les banques italiennes à surmonter leurs difficultés de financement, sur fond de tensions sur le marché interbancaire alors que le spectre de la crise de la dette plane sur le pays.

## Un trader crée la polémique avec un pari de 100 milliards de dollars sur les CDS



La banque la plus exposée au monde sur les produits dérivés JP Morgan, avec plus de 70.000 milliards de dollars en 2011 pour 1.800 milliards de fonds propres, aurait encouragé un de ses traders à prendre d'importantes positions spéculatives.

Selon Bloomberg et le Wall Street Journal, Bruno Iksil un trader français de la divi-

sion Investment Banking de JP Morgan serait en train de déstabiliser le marché des credit default swaps (CDS) avec une accumulation de positions vendeuses de 100 milliards \$.

Le trader qui parie sur la bonne santé financière des entreprises américaines a effectué ces opérations légales avec l'appui et l'accord de son employeur. D'autres hedge funds spéculatifs ont pris

une position inverse en pariant sur la dégradation de l'économie américaine qui se traduirait par une crise de crédit.

Lehman Brothers était le premier acteur sur ce marché jusqu'à sa faillite. Les CDS sont considérés comme une des causes de la chute, le 15 septembre 2008, d'American International Group (AIG).

Dans une tribune publiée en octobre 2009 dans le Financial Times, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France met en garde contre les risques systémiques des CDS : «*le marché se concentre de plus en plus sur un petit nombre d'institutions. En Europe, les deux tiers de l'exposition des CDS reposent sur les 10 contreparties les plus importantes. Au niveau mondial, cinq banques – dont deux basées en Europe – représentent la moitié du marché des CDS... En fait, non seulement les grands acteurs du marché des CDS transigent principalement entre eux, mais ils émettent de plus en plus de garanties contre leur propre défauts : 60% des contrats sur des entités non*

souveraines sont en réalité des garanties pour les mêmes émetteurs de CDS. En d'autres termes, les émetteurs garantissent des émetteurs sur des risques encourus sur le marché des émetteurs. Cette circularité implique que la répartition des risques est moindre qu'initialement prévu».

Il faut savoir que le Credit Default Swap (CDS) de maturité T est un contrat de protection qui porte sur le défaut d'un emprunteur ou entité de référence. L'acheteur de la protection verse périodiquement (la plupart par trimestre) une prime fixe au vendeur jusqu'au moment du défaut de l'emprunteur. La partie contingente du swap est versée par le vendeur à l'acheteur de la protection si et seulement si un événement de crédit, défini à l'avance se produit. Les CDS se négocient de gré à gré. Il n'y a pas de standardisation des contrats ni de marché organisé. Seul International Swaps and Derivatives Association (ISDA) propose un contrat-cadre, ainsi qu'une définition des événements de crédit.



DÉVELOPPEMENT DURABLE À LONG TERME

# La Chine en mesure d'asseoir des bases

*Les projections d'un nouveau rapport de la Banque mondiale font état d'un taux de croissance du PIB de la Chine de 8,2 % pour 2012 et de 8,6 % pour 2013. Selon le dernier numéro du China Quarterly Update, un ajustement progressif de la croissance reste très probable.*

« **L**e ralentissement progressif de l'économie chinoise devrait se poursuivre en 2012 en raison de la progression moins rapide de la consommation, de la baisse plus marquée de l'accroissement des investissements et de la faiblesse persistante de la demande extérieure », note M. Ardo Hansson, économiste principal pour la Chine. « Comme les risques de surchauffe s'atténuent, les perspectives d'un atterrissage en douceur se confirment. »

D'après le *China Quarterly Update*, qui évalue régulièrement la situation économique de la Chine, le principal défi stratégique à court terme consiste à faciliter un atterrissage en douceur de l'économie et à soutenir la croissance. Des risques majeurs existent, qui tiennent notamment aux perspectives d'une croissance faible et incertaine des économies à revenu élevé ainsi qu'à la manière dont se poursuivra la correction technique du marché de l'immobilier chinois. Le pays dispose d'une marge de manœuvre stratégique suffisante pour parer aux risques de détérioration, mais les pouvoirs publics devront formuler leurs mesures avec le plus grand soin, en tenant compte des objectifs et des conséquences à long terme.

Le *China Quarterly Update* indique que toutes les mesures prises devront, au départ, rentrer dans le cadre de la politique budgétaire et viser en priorité à soutenir la consommation. Il est encore possible d'ajuster la réglementation des réserves obligatoires pour accroître la disponibilité du crédit, mais la poursuite d'une action au niveau des taux directeurs ne devrait être envisagée qu'en cas de dégradation de la situation économique puisque les taux d'intérêt réels témoignent déjà de la poursuite d'une politique d'accompagnement. Les mesures administratives adoptées ont permis de tempérer l'activité sur le marché de l'immobilier. Il faudrait, qu'à terme, elles cèdent la place à des mesures axées sur le marché ayant pour effet d'accroître le coût du capital et d'élargir l'éventail de possibilités d'investissement.

Les perspectives de la Chine à plus long terme seront tributaires de sa gestion des grands défis d'ordre structurel. La croissance du PIB pourrait progressivement ralentir sous l'effet de l'affaiblissement des moteurs traditionnels de la croissance au fil du temps. Pour maintenir une forte croissance du revenu par habitant, la Chine doit agir sur les principaux fonda-



mentaux et, en particulier, l'amélioration de la productivité. Il lui faudra absolument, à cet égard, élargir les domaines dans lesquels la concurrence peut s'exercer et cesser de fonder son avantage comparatif sur des produits bon marché pour privilégier des biens à valeur ajoutée grâce à l'innovation.

Dans le passé, la croissance et les changements structurels rapides ont entraîné des déséquilibres économiques, sociaux et environnementaux. Il sera important, pour l'avenir, de poursuivre le réaménagement des priorités entrepris pour privilégier la qualité du développement plutôt que le taux de croissance.

A cet égard, M. Philip Schellekens, économiste senior et auteur principal du *China Quarterly Update*, indique que « la phase actuelle de faiblesse conjoncturelle démontre les limitations du modèle de croissance chinois fondé sur les exportations, le crédit et l'investissement. Comme le prévoyait déjà le douzième plan quinquennal, si la Chine parvient à accomplir des progrès substantiels en matière de réformes structurelles, il lui sera plus facile d'atteindre son objectif d'amélioration de la qualité de son développement ».

## Superprofits des banques chinoises à 108 milliards \$

Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) est la plus africaine des banques chinoises avec une participation de 20% dans Standard Bank, première banque africaine en terme de total bilan. La Chine compte près de 3.800 banques. Le résultat net cumulé des principales banques chinoises, dont ICBC, Bank of China (BOC), China Construction Bank (CCB), Agricultural Bank of China (AgBank), Bank of Communications se sont élevés en 2011 à 680,85 milliards de yuans (108,07 milliards de dollars) avec une proportion de créances douteuses dans le montant global varie, selon les analystes, de 1,5 % à 40%.

ICBC, première banque mondiale en termes de capitalisation boursière et le plus grand prêteur sur le marché chinois, a réalisé une hausse de ses profits de 25,6% à 208,44 milliards de yuans (24,8 milliards d'euros en 2011), contre 166,0 milliards de yuans en 2010 en raison de la forte croissance de l'économie chinoise (+9,2% du PIB en 2011) de l'amélioration de la marge sur intérêts ainsi que du maintien des commissions sur opérations.

BOC, troisième du marché chinois en termes de dépôts a annoncé une augmentation de 18,93% de son bénéfice net pour l'année 2011, à 124,18 milliards de yuans (15 milliards d'euros). CCB, dans laquelle Bank of America détient 10% du capital, a réalisé un résultat de 169,26 milliards de yuans (26,9 milliards \$) en croissance de 26%.

Agbank a dégagé l'an dernier un bénéfice net de 122 milliards de yuans (19,3 milliards de dollars) en hausse de 28,5%, mais inférieur aux attentes de la place (20,4 milliards de dollars).

Bank of Communications a vu ses profits bondir de presque 30%, à 50,74 milliards de yuans.

La Chine vise un atterrissage en douceur mais subit également énormément de pressions.

Elle a annoncé samedi élargir la marge de fluctuation de sa monnaie, tout en conservant un strict contrôle de son cours, afin de mieux tenir compte du marché et de répondre aux pressions de ses partenaires commerciaux qui exigent une réévaluation plus rapide du yuan.

La marge de fluctuation du renminbi ("monnaie du peuple", nom officiel du yuan), qui était de plus ou moins 0,5% par rapport au dollar, va être élargie à 1% à partir de lundi, a indiqué la Banque populaire de Chine (BPC, banque centrale).

Cette réforme permet à la devise chinoise de fluctuer davantage en fonction du marché, même si Pékin ne lâche pas la bride, selon des analystes.

La banque centrale a motivé sa décision

en constatant "le développement du marché des changes de la Chine et le renforcement graduel des capacités de fixation des prix et de gestion des risques des acteurs sur le marché".

La réforme annoncée a pour objectif de "répondre aux exigences du marché (...) et améliorer la flexibilité du cours de change du renminbi dans les deux directions", a indiqué la BPC. Elle a promis de continuer de maintenir le yuan "à un taux de change fondamentalement stable et à un niveau d'équilibre".

La valeur du yuan est déterminée par la Banque centrale, qui fixe son taux quotidiennement, et non par la loi de l'offre et de la demande, comme c'est le cas pour la plupart des grandes monnaies de la planète. Pékin permet ainsi au renminbi de fluctuer légèrement autour de ce cours pivot arrimé au dollar.

Cette réforme était attendue, même si les détails en restaient inconnus. Le gouverneur de la Banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan, avait indiqué le mois dernier que la Chine envisageait un élargissement "convenable" de la bande de fluctuation.

La Chine affirme vouloir à terme rendre le yuan totalement convertible et se doter d'un système de taux change flottant librement. L'élargissement de la bande de fluctuation va donc dans ce sens.

« L'ampleur de l'élargissement est légèrement plus importante que ce à quoi les marchés s'attendaient (0,7%) », a commenté Ting Lu, économiste chez Bank of America - Merrill Lynch.

« L'élargissement de la bande à un taux quotidien de 1% est une étape importante vers un régime de changes régulé et arrimé à un panier de devises pondéré par le marché », a-t-il expliqué.

Pékin, principal détenteur d'actifs monétaires américains au monde, craint une montée des risques à l'encontre de la valeur de son portefeuille. Pour se prémunir des aléas monétaires liés aux fluctuations de la devise américaine, les autorités chinoises cherchent à diversifier les points d'arrimage de leur monnaie.

L'écartement de la marge de fluctuation permet aussi à Pékin de répondre à ceux qui exigent une réévaluation plus rapide du renminbi.

Les Etats-Unis, qui ont enregistré en 2011 un déficit commercial record avec la Chine, estiment comme beaucoup de partenaires commerciaux de Pékin que le cours du yuan est sous-évalué, ce qui confère aux produits chinois un avantage compétitif indu.

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a, toutefois, affirmé le mois dernier que le niveau du yuan s'était apprécié de 30% depuis 2005 par rapport au billet vert et qu'il était désormais « proche de l'équilibre ». Reste que Pékin est de moins en moins enclin à favoriser une évaluation rapide du yuan, en raison du ralentissement de son économie très exposée à une chute des exportations.

« La Chine va éviter cette année toute appréciation ou dépréciation majeure (de sa monnaie) en raison des incertitudes internationales et du besoin de stabilité en cette année de transition au pouvoir », a estimé Ting Lu.



TRAUMATISME DU GENOU

# Fractures de la rotule

*Les fractures de rotule sont des fractures articulaires (hormis les fractures de la pointe). Elles menacent la fonction du genou et par conséquent l'avenir socioprofessionnel et sportif du blessé.*

**L**a position sous-cutanée expose particulièrement la rotule, os sésamoïde inséré dans le tendon terminal du quadriceps, aux traumatismes. Les fractures de rotule représentent 1 % des fractures du squelette.

Les classifications des fractures de rotule permettent de décrire précisément le type de fracture dont dépend l'indication thérapeutique. Nous nous attacherons dans cet exposé à rappeler quelques notions essentielles concernant le diagnostic, le traitement et les indications respectives ainsi que les complications des fractures de rotule.

## Mécanisme lésionnel et classification

### Mécanisme

Le mécanisme le plus fréquent est un choc direct à la face antérieure du genou, genou fléchi, à l'origine de fractures déplacées.

Le choc peut se produire à basse énergie (chute), ou à haute énergie (syndrome du tableau de bord). Les fractures transversales surviennent le plus souvent lorsque le genou est en position de flexion. Les traumatismes directs appuyés à haute énergie provoquent des fractures comminutives avec possible tassement ostéocondral (la rotule est écrasée sur les condyles).

Plus rarement le mécanisme est indirect lors d'une extension contrariée du genou provoquant des fractures interrompant le système extenseur.

Des fractures ostéocondrales ou des fractures de la pointe de la rotule peuvent survenir lors de luxation traumatique de rotule.

### Classification

Les classifications permettent la description anatomique de la fracture et précisent si la continuité du système extenseur est respectée. Elles doivent permettre d'orienter l'indication thérapeutique.

### Classification morphologique

- Fractures transversales simples (peu ou non déplacées)
- Fractures transversales simples déplacées
- Fractures comminutives avec ou sans déplacement
- Fractures verticales latérales ou médiales
- Fractures ostéocondrales
- Fractures avulsion du pôle supérieur ou inférieur chez l'enfant.

Les fractures ostéocondrales, verticales et comminutives non déplacées sont, d'après ces classi-



Recherche d'une latéralité en valgus genou en flexion de 20 à 30°.

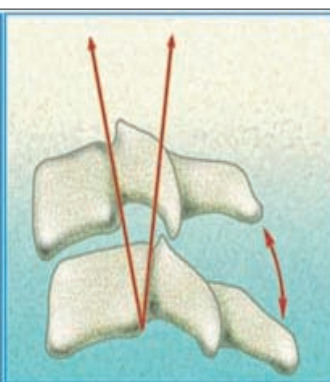
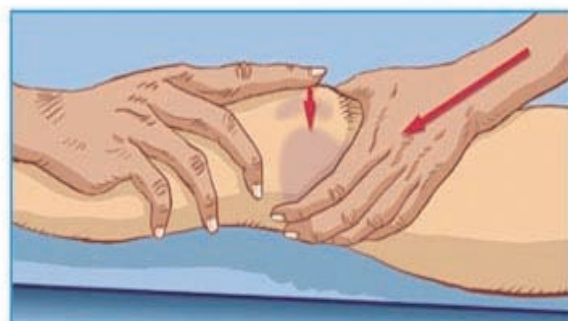


Figure 4 : Entorse grave s'il existe au moins 3 de ces critères selon Louis:  
1) Décalage de 3,5 mm et plus des murs postérieurs au-dessus de C4 et de 2,5 mm au dessous.  
2) Ecart anormal des épineuses.  
3) Découverte de plus de 50% des articulaires.  
4) Angulation des murs postérieurs de plus de 10°.



fications des fractures n'interrompant pas le système extenseur.

Type I : trait transversal simple

Type II : type I associé à une comminution du fragment inférieur (mécanisme par flexion et écrasement lors d'un impact direct sur genou fléchi).

Type III : fracture en «étoile»  
Ces classifications permettent une description anatomique des fractures. Deux notions capitales sont à considérer pour l'indication thérapeutique : le déplacement et la continuité de l'appareil extenseur.

### Diagnostic clinique

L'interrogatoire précise les circonstances de l'accident (mécanisme fracturaire, antécédents traumatiques ou chirurgicaux du genou).

A l'inspection il existe un «gros genou tuméfié». L'impotence fonctionnelle peut être totale (interruption du système extenseur) ou partielle. L'extension active peut être impossible s'il existe une fracture transversale. Il peut exister un défaut d'extension active du fait de la douleur (flexum antalgique). Il faut rechercher une plaie à la face antérieure du genou (traumatisme direct). On recherche également une dépression transversale en regard de la rotule signant une fracture transversale avec diastasis inter-fragmentaire.

### Lésions associées

Ces lésions doivent être recherchées systématiquement, notamment dans le cadre d'un poly-traumatisme. Les lésions

cutanées sont fréquentes (25 % des cas). Il peut s'agir de dermatabrasions ou de véritable ouverture cutanée (fracture ouverte dans 5 à 10% des cas).

L'examen ligamentaire doit être aussi complet que possible en particulier sous anesthésie. La lésion ligamentaire la plus fréquente est la rupture du ligament croisé postérieur (syndrome du tableau de bord).

Des radiographies du genou de face et de profil seront réalisées systématiquement. La vue axiale des rotules en flexion à 30° est souvent impossible à réaliser du fait des douleurs.

Ce bilan radiographique minimum permet d'affirmer le diagnostic, de préciser le type de fracture (figures 7 et 8) et de rechercher des lésions associées au niveau du genou. Le scanner est peu utile ; il peut permettre de préciser le déplacement articulaire. Les reconstructions tridimensionnelles sont intéressantes en cas de fractures comminutives complexes. L'IRM n'a en principe pas d'indication hormis le bilan de lésions ligamentaires associées.

### Diagnostic différentiel

Tout traumatisme du système extenseur avec un bilan radiographique éliminant une fracture de rotule devra faire évoquer une rupture du système extenseur : tendon rotulien, tendon quadricepsal ou arrachement du tendon rotulien sur la tubérosité tibiale antérieure.

Le décallotement ostéopériosté du tendon quadricepsal au niveau du pôle supérieur de la rotule décrit par Albert Trillat est à la limite entre

matique. Il faut savoir l'évoquer devant la découverte radiologique en dehors d'un contexte traumatique.

**Patella Bipartita** : il s'agit d'un défaut de fusion des noyaux d'ossification (2 à 3 % des cas). L'image siège au bord supéro-externe de la rotule. Cette particularité est le plus souvent bilatérale. Cette image est indépendante d'un contexte traumatique. La patella bipartita n'est habituellement pas douloureuse.

### Traitement

Le traitement est orthopédique ou chirurgical. Les indications pour les traitements orthopédique ou chirurgical sont précises et ne se résument pas à une simple immobilisation pour le traitement orthopédique ou une ostéosynthèse pour le traitement chirurgical.

La prise en charge devra être globale afin de garantir l'avenir fonctionnel du genou et éviter les complications. Le genou est immobilisé dans une attelle amovible en flexion à 20° au repos. La rééducation est débutée en 0 et 60° de flexion pendant 21 jours puis jusqu'à 90° de flexion avant le 45e jour.

In le Journal de





AFFAIRE DES CLUBS BOYCOTTEURS

# La FAHB dénonce la gestion «tendancieuse» du TAS

*L'affaire qui oppose depuis plusieurs mois la Fédération algérienne de handball (FAHB) aux trois clubs de division une, HBC El Biar, GS Pétroliers et MC Saïda est toujours d'actualité. En effet, l'instance nationale a répondu samedi à la décision du TAS, en dénonçant la gestion «tendancieuse » de ce dossier.*

PAR MOURAD SALHI

Après l'annonce du verdict du Tribunal arbitral du sport (TAS) qui a tranché en faveur des trois clubs protestataires, l'instance nationale réunie samedi dans l'après midi avec l'ensemble des clubs de division une et deux rejette catégoriquement cette décision. «*Les membres du bureau exécutif de la FAHB, les présidents des ligues régionales, les clubs de la division une hommes touchés par la décision du TAS de suspendre les championnats de 1e et 2e division, réunis les 11 et 12 avril 2012, dénoncent vigoureusement la gestion catastrophique, tendancieuse et expéditive du dossier relatif à l'affaire qui oppose la fédération aux clubs par le TAS*» a indiqué le communiqué de la fédération. Les présents à cette réunion ont dénoncé également «*Le parti pris par ce dernier exprimé par le comportement et les déclarations de son président, avant et pendant le traitement du dossier bafouant ainsi ses propres règles*» ajoute le communiqué. «*Plusieurs dossiers concernant d'autres clubs sont en souffrance au niveau du TAS depuis plus de deux années, confirme l'instance nationale, sans aucune justification*» affirmé la FAHB. Face à cette situation, l'ensemble des présents à cette réunion décident de suspendre la Coupe d'Algérie seniors hommes jusqu'à nouvel ordre. Pour faire bénéficier les clubs de la compétition



nationale, l'instance nationale organise trois tournois. Dans son communiqué, la fédération «*appelle les clubs qui se sentent lésés par la décision du TAS, d'utiliser tous les moyens légaux pour préserver et garantir leurs droits légitimes*» a indiqué le communiqué de la FAHB. Cette dernière, ajoute-t-il, «*se réserve le droit d'entreprendre les procédures auprès des instances compétentes pour préserver les intérêts de la discipline*». Les trois clubs contestataires sont entrés en conflit avec la FAHB en raison du nouveau système de compétition instauré par la fédération en début de sai-

son, en portant le nombre des clubs de la division une de 14 à 20 clubs. Le président de la fédération algérienne de handball avait déclaré à partir de Alicante où l'équipe nationale participe au tournoi qualificatif aux jeux olympique de Londres, que la décision du TAS n'a aucun sens «*Je pense que cette décision ne repose sur aucun règlement. Le TAS confond, en effet, entre la formule de championnat et le système de compétition. Je suis frustré par cette décision qui vient, seulement, jeter de l'huile sur le feu* », avait-il déploré.

M. S

VIOLENCES DANS LES STADES

## Des mesures plus sévères s'imposent

Les dernières mesures prises par la ligue nationale de football après les violences qui ont secoué le stade 5 juillet lors du match de la coupe entre les deux Usmistes d'Alger et d'El Harrach ne semblent pas régler le problème de la violence dans nos stades. Samedi les joueurs de l'USM Alger ont vécu une situation cauchemardesque à Saïda à l'occasion de la 25e journée du championnat national de ligue. Plusieurs joueurs ont été agressés à l'arme blanche et évacués d'urgence à l'hôpital. La violence dans nos stades prend de plus en plus de l'ampleur. Quelques jours après les événements désolants du stade 5 juillet à Alger, la ville de Saïda a vécu un scénario pareil à l'occasion du match du championnat de ligue 1 entre l'équipe locale, MC Saïda et l'USM Alger. Au moins sept joueurs de l'équipe visiteuse ont été poignardés et plusieurs autres blessés et transférés en urgence à l'hôpital de Saïda. Certes, la pression s'accroît de plus en plus chez les supporters car les enjeux sont de tailles, mais ce n'est pas une raison pour arriver à un drame évité de justesse. Le déplacement de l'équipe algéroise à Saïda n'était pas du tout repos à l'occasion de ce rendez-vous à grand enjeu. Menacé par la relégation, le MC Saïda était visiblement prêt à tout faire pour éviter une défaite qui compliquera davantage sa situation, mais cela doit se faire sur le

terrain. Ce n'est qu'un match de foot les gars. Tout a été commencé à quelques minutes du coup d'envoi de la rencontre. Le bus de l'équipe visiteuse a été bloqué à l'entrée et les journalistes des différents organes ont été interdits d'accès au stade. Il a fallu plusieurs interventions pour que l'équipe puisse accéder au stade. La partie s'était arrêtée à maintes reprises. L'arbitre a ajouté dix minutes du temps additionnel, à la 8e place Ouznadji égalise pour son équipe, et c'est l'enfer ! Les supporters

envahissent le terrain. Ceux qui ont essayé de joindre les vestiaires sont pris au piège, ils se font lynchés. Les joueurs ne savent plus à quel saint se vouer. Sans revenir par ailleurs sur ces scènes qui n'ont jamais été vécues lors d'un match du championnat algérien, la sonnette d'alarme a été tirée. Les responsables du football algérien doivent prendre des mesures très sévères pour éviter de vivre des scénarios plus graves dans l'avenir.

M. S.

REBBOUH HADDAD :

## «Laifaoui et Cherchar toujours à l'hôpital»

Le défenseur de l'USM Alger, Abdelkader Laifaoui et le dirigeant, Abdellah Cherchar, victimes d'agressions en fin du match de leur équipe face au MC Saïda samedi, sont toujours en observation à l'hôpital Mustapha-Bacha (Alger), a-t-on appris dimanche auprès du vice-président du club algérois, Rebbouh Haddad. «*Laifaoui a reçu un coup de couteau au niveau des côtes, nécessitant plusieurs points de suture, alors que Cherchar souffre d'une fracture au nez. Ils sont tous les deux gardés en observation à l'hôpital*», a indiqué le responsable usmiste. Six joueurs et un dirigeant de l'USM Alger ont été blessés

dans des actes de violence, qui ont éclaté samedi en fin d'après-midi à Saïda à l'issue de la rencontre ayant opposé l'équipe algéroise au mouloudia local, pour le compte de la 25e journée du championnat de ligue une professionnelle de football (1-1). En effet, en plus Laifaoui et le dirigeant Cherchar, les joueurs Hamiti, Chafai, Bouchemma, Maïga, et le gardien Zemmamouche ont reçu des coups à l'arme blanche ce qui a nécessité leur transfert au service des urgences de l'hôpital Ahmed-Medaghri de Saïda. «*heureusement et mis à part Laifaoui et Cherchar, les autres sont tous rentrés chez eux. Dieu merci, leurs blessures sont sans*

FOOTBALL, COUPE D'ALGÉRIE DAMES

### Afak Relizane remporte le trophée

Afak Relizane s'est adjugé, pour la 3e année consécutive, la Coupe d'Algérie des seniors-dames, de football en battant le FC Constantine par 2 buts à 1 (mi-temps : 1-0) en finale disputée samedi à Zéralda. Les joueuses de Relizane sont immédiatement entrées dans le match en imposant leur rythme sur l'adversaire du jour. A la 12e minute de la première période Naïma Bouhenni a réussi à tromper la vigilance de la gardienne de but Gamra Zegrir suite à un lob de la tête à l'entrée de la surface de réparation sur une action entamée à partir du milieu de terrain. En deuxième mi-temps, Bouhenni double le score à la 65e minute, après avoir dribblé trois éléments de la défense adverse et mettre la balle au fond des filets. Le FC Constantine parvint à réduire le score à la 83e minute sur penalty concrétisé par Imane Merrouche. «*Nous avons bien préparé cette finale, les filles étaient motivées pour remporter le trophée. Je tiens à féliciter l'équipe de Constantine qui a un bel avenir devant elle*» a déclaré à l'APS Soraya Bouabdellah, l'entraîneur d'Afak Relizane, à la fin de la rencontre. «*Nous avons joué un match contre une équipe expérimentée habituée des grands rendez-vous. Nous possédons un groupe de jeunes joueuses (17ans de moyenne d'âge) c'est comme une victoire pour nous*» a déclaré Radia Fertoul l'entraîneur du FC Constantine. En ouverture, le club de l'ASE Alger-Centre a décroché le trophée de la catégorie (U-20) aux dépens de l'Afak Relizane (1-0).

### CA BORDJ BOU-ARRERIDJ Ificen envisage de rempiler la saison prochaine

L'entraîneur du CA Bordj Bou Arreridj (Ligue 2 algérienne de football), Younes Ificen, n'a pas écarté l'idée dimanche de rester à son poste pour la saison prochaine, deux jours après avoir permis au club d'assurer son accession en Ligue 1. «*J'ai entamé un chantier au sein de cette équipe, et j'aimerais bien le continuer. L'idée de rester au CABBA me tente bien évidemment, mais ça sera sous conditions*», a affirmé à l'APS Younes Ificen. Une année après avoir quitté la Ligue 1 professionnelle, le CA Bordj Bou Arreridj a validé son billet de retour parmi l'élite, en dépit de sa défaite vendredi en déplacement face à l'ASM Oran (2-1), lors de la 27e journée du championnat de Ligue 2. Avec dix points d'avance sur le quatrième au classement - le MO Béjaïa, tenu en échec par l'USM Annaba (1-1) - les hommes de Younes Ificen ne peuvent plus être rejoints au classement à trois journées de la fin de la compétition. Appelé à évoquer les conditions qu'il souhaite être réunies en vue de la saison prochaine, Ificen révèle qu'elles porteront sur les aspects financier et humain. «*Au lendemain de la fin du championnat, je vais discuter avec mes responsables sur l'éventualité de prolonger mon contrat. Je vais essentiellement axer mes conditions sur la nécessité de garantir les moyens humains et financiers nécessaires pour aborder le prochain exercice dans les meilleures conditions*», a-t-il ajouté. Réagissant à l'accession, le coach du CABBA estime qu'il s'agit d'un résultat des «*efforts de tout le monde*». «*C'est le fruit d'un travail colossal de tout un ensemble, qui a contribué à réaliser cet objectif. Les joueurs sont à féliciter*», a-t-il souligné, précisant que le nouveau but de son équipe est de terminer désormais le championnat à la première place.

APS



Cuisine

Chou farci



**Ingrédients :**  
1 chou vert  
300 g de viande hachée  
2 œufs  
Pain rassis (1/3 de baguette)  
Quelques branches de persil  
2 gousses d'ail  
Sel et poivre

**Préparation**  
Défaire le chou feuille par feuille (enlever les nervures centrales les plus épaisses). Mettre les feuilles de chou dans un grand faitout. Recouvrir d'eau. Porter à ébullition et laisser blanchir 30 minutes à petits bouillons. La cuisson terminée, verser le chou dans une passoire et le laisser s'égoutter.  
Pendant ce temps, bien écraser la viande hachée dans un saladier, avec une fourchette. Ajouter les oeufs, le persil, l'ail, le sel et le poivre. Bien mélanger le tout. Incorporer le pain rassis préalablement trempé dans de l'eau pour obtenir une farce bien homogène. Réserver.  
Mettre les feuilles de chou cuites sur une planche en bois (ou un plan de travail) et les hâcher bien menues à l'aide d'un couteau. Verser le chou haché dans un plat à gratin légèrement beurré.  
Incorporer en plusieurs fois la farce avec le chou haché directement dans le plat à gratin. Bien remuer avec une fourchette pour obtenir un mélange chou farci. Rectifier l'assaisonnement si besoin.  
Faire cuire à four chaud 1 heure à 180°C (thermostat 6). Le dessus du chou farci doit être doré.

Pâte d'amandes au chocolat



**Ingrédients:**  
200 g d'amandes mondées  
100 g de sucre fin.  
4 paquets de sucre vanillé.  
100 g de cacao  
Des blancs d'œufs.  
**Préparation**  
Mélanger les amandes, le sucre et le chocolat puis les blancs d'œufs pour affermir la pâte. Former ensuite une boule et piler peu à peu la pâte d'amandes dans un mortier.  
Ensuite former des rectangles, des boules ou autres puis garnir d'une marguerite faite avec des demi-amandes bien blanches ou des cerises confites. Présenter dans des godets de papier plissé.

ATOUT BEAUTÉ

Comment choisir son parfum ?

*Le choix d'un parfum est éminemment personnel, et se fait selon des critères à la fois physiques, culturels et émotionnels. Voici quelques conseils pour choisir le vôtre...*

**Un parfum selon le PH de la peau**

Un parfum se choisit tout d'abord, en fonction du type de peau de chacune. Tout est question de PH de la peau, explique un spécialiste en la matière. Notre épiderme est légèrement acide, mais d'une personne à une autre, on observe de très légères variations du PH. Et ce sont ces variations très subtiles qui font évoluer les essences d'une façon ou d'une autre. Mais on peut tout de suite battre en brèche une idée reçue selon laquelle il existerait des parfums de brunes ou de blondes. Il s'agit en fait d'attirances culturelles qui n'ont rien à voir avec une qualité de peau différente.

**Tester son parfum**

Pour bien savoir comment un parfum va évoluer sur soi, il faut l'appliquer sur les zones de pulsation (cou, poignet) puis attendre. Au bout de trente minutes va se révéler la véritable personnalité d'un parfum, son

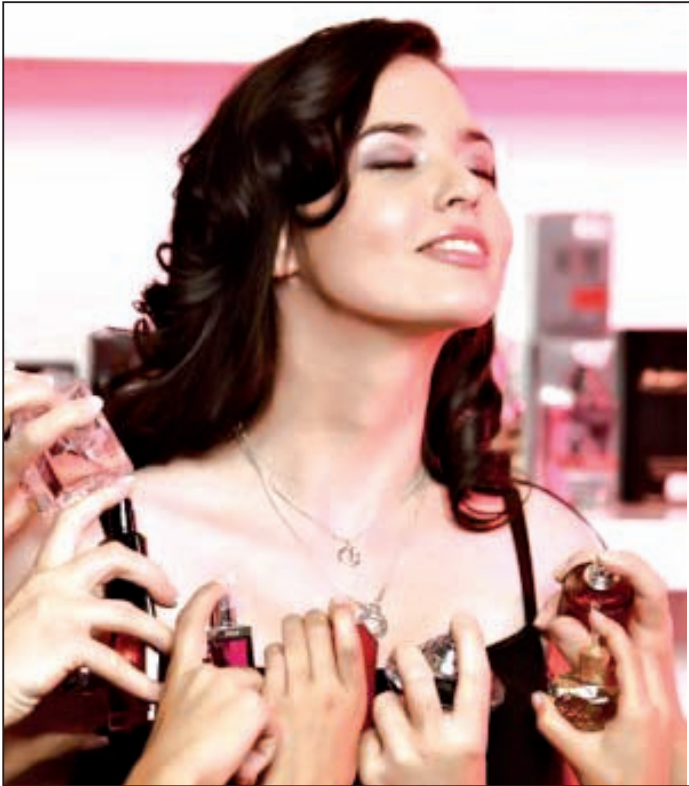
sillage, composé en général de notes assez fortes. C'est à ce moment-là seulement que l'on pourra juger de la tenue d'un parfum sur soi, de son alchimie olfactive, qui évolue légèrement d'une personne à une autre.

**Un parfum, une émotion**

Le parfum ne se choisit pas uniquement en fonction de la qualité de peau de chacune, mais aussi et surtout en fonction de son pouvoir évocateur. L'odorat, selon les connaisseurs évoque toujours inconsciemment des moments agréables de la vie, rappelle peut-être l'odeur de la mère, son sillage. Et lorsque l'on change de parfum ou lorsqu'on alterne entre plusieurs d'entre eux, ceux-ci restent bien souvent dans la même identité et famille olfactives."

**Des parfums pour tonifier ou relaxer**

Ce pouvoir émotionnel des parfums est tel qu'il existe même une science, l'aromacologie qui étudie la façon dont les odeurs



nous influencent. Cette science est très exploitée au Japon, où certaines odeurs sont diffusées dans les entreprises selon les heures de la journée pour augmenter la productivité des employés ou apaiser les ten-

sions. On a même pu montrer que certains arômes ont le pouvoir d'améliorer l'humeur. Une façon toute en nuance de calmer les stressés ou d'entourer d'un voile d'énergie parfumée ceux qui en ressentent le besoin.

CONSEILS PRATIQUES  
Éveil de l'enfant



Pour l'éveil de votre enfant, l'important est surtout votre état d'esprit : veillez à ce que le désir d'apprendre vienne de votre bébé et non de vous.

**Offrez-lui un environnement riche**

Votre maison doit pouvoir offrir à votre bébé des possibilités d'ex-

ploration multiples. Aménagez votre intérieur afin qu'il puisse se déplacer en toute sécurité. Mettez à sa portée des objets de texture et de taille variées qu'il pourra manipuler à sa guise, des vieux magazines qu'il pourra déchirer, des tapis et coussins sur lesquels il pourra faire des roulades, une petite table à sa hauteur, équipée de feutres, crayons de couleur, papier à volonté. Plus on le laissera faire d'expériences, plus il assimilera d'informations.

**Privilégiez l'interaction**

C'est dans l'interaction et le plaisir partagé que le bébé s'éveille. Vous aimez chanter ? Chantez-lui des chansons. Vous aimez peindre ? Initiez-le aux joies de la peinture. Vous aimez les beaux livres ? Prenez-le sur vos genoux et commentez-lui les belles images. Faites-lui partager vos passions. L'enfant doit avoir un rapport affectif avec chaque chose qu'il apprend. Pour la faire sienne.

**Observez votre enfant**

Les centres d'intérêts de votre enfant varient, répondez à sa demande. Il s'agit de montrer vis-à-vis des demandes du bébé une disponibilité telle qu'elles ont des chances d'être satisfaites, et en même temps le laisser en paix quand cela est nécessaire. Laissez-le jouer avec ses poupées, peluches, petites voitures et autres personnages. Avec eux, il se crée son monde, développe son imaginaire et sa créativité.

Trucs et astuces

**Aiguille difficile à enfiler**



Votre vue baisse et vous avez de la difficulté à enfiler une aiguille ? Tremper le bout du fil dans du vernis incolore quelques secondes. Le voilà raidi et plus facile à enfiler dans le chas de l'aiguille.

**Empêcher les bougies de couler**



Pour empêcher les bougies de couler, faites-les tremper pendant toute une nuit dans un bol d'eau salée.

**Atténuer des fêlures dans des assiettes**



Choisissez une casserole assez grande pour contenir l'assiette, remplissez-la de lait et immergez l'assiette fêlée. Laissez bouillir pendant trois quarts d'heure.

**Enfiler des perles**



Pour enfiler plus facilement des perles, il suffit de les placer sur un morceau de ruban adhésif. Solidifiées ainsi, il ne vous restera plus qu'à passer le fil.



# Macaques : un haut statut social active les gènes de bonne santé

*Publiant leurs travaux le 9 avril dans PNAS, des chercheurs américains ont montré expérimentalement, chez le macaque, un lien entre les fluctuations du statut social et celles du métabolisme immunitaire, lié à l'activation/désactivation de certains gènes.*

**L**'étude menée par l'équipe de Jenny Tung, du Département d'anthropologie évolutive de l'Université Duke, est la première à observer expérimentalement la corrélation entre expression génique et statut social chez des primates. Pour arriver à cette conclusion, les chercheurs ont travaillé avec 49 femelles de macaque du Centre de primatologie de l'Université Emory, à Atlanta.

Les scientifiques ont constitué des groupes fluctuants de singes, au sein desquels les individus occupaient tour à tour différents rangs de l'échelle de dominance, selon les congénères partageant leur local et les modalités d'insertion. Parallèlement, les biologistes ont, à chaque étape, prélevé et analysé des échantillons de sang et d'ADN chez ces femelles. Résultats : de très rapides changements — réversibles —



dans les taux de certains types de globules blancs (moins présents chez les individus de rang inférieur, avec signes d'un stress chronique), ainsi que dans les taux de substances intervenant dans l'activation de gènes immunitaires (désactivés chez ces mêmes individus). Un caractère réversible et rapide de ces réactions qui s'avère important.

"Notre étude soutient l'idée que le faible statut social peut être mauvais pour le corps. Mais il suggère aussi l'idée que si vous améliorez votre situation sociale, votre état de santé s'améliore", a déclaré le Pr Tung, qui qualifie de "passionnants et réconfortants" les résultats de cette étude. Cette scientifique estime, en revanche, que ces observations ne sont que "la partie émergée de l'iceberg" concernant les découvertes à faire dans ce domaine.

## Pourquoi le travail nuit gravement à la santé

*Une récente étude australienne montre que travailler assis 8 à 11 heures par jour augmenterait le risque de mourir de 15% sur quatre ans.*

**S**elon une récente étude australienne, travailler assis toute la journée augmente le risque de mortalité. Une récente étude a tiré la sonnette d'alarme : travailler assis toute la journée augmente le risque de mortalité. Selon les chercheurs de l'université de Sydney, une personne qui reste assise 8 à 11 heures par jour augmente son risque de mourir de 15% sur quatre ans. Une autre recherche utilisant des sous-vêtements sensibles au mouvement a lié la sédentarité et l'immobilisme à la prise de poids. Le développement du travail précaire, irrégulier, ou en horaires décalés pose aussi des problèmes sanitaires. Le travail de nuit augmenterait les risques de diabète, de troubles cardiaques et de cancer. En cause : une perturbation des cycles de sommeil, qui dérègle l'équilibre hormonal.

La souffrance au travail peut également être morale. Les conditions de travail dans certaines entreprises inquiètent de plus en plus. Depuis la vague de suicides d'employés de France Télécom, les organisations managériales sont régulièrement pointées du doigt. Récemment, c'était au tour de la société d'assurance Groupama d'attirer les soupçons. Il y a une quinzaine



de jours, deux suicides d'employés ont eu lieu en moins d'une semaine, l'un sur le lieu de travail et l'autre entre deux rendez-vous. Le mois précédent, deux employés de la Poste se donnaient la mort. En cause : la crise, les restructurations et la pression managériale. Ainsi, une ancienne responsable des ressources humaines a dénoncé un harcèlement moral "érigé comme mode de management" de la part de la direction. Autre phénomène en expansion : le "burn-out" ou "syndrome d'épuisement professionnel". Littéralement, "brûler de l'intérieur" en anglais, ce terme est apparu aux Etats-Unis dans les années 70 pour désigner un épuisement à la fois physique et

psychologique.

"Cet incendie intérieur résulte d'une longue exposition à un stress soutenu", explique la psychologue du travail, Lyndi van der Hout. Un phénomène qui atteint toutes les professions, mais les plus touchés sont les cadres et les professionnels de la santé ou du social, au contact direct avec le public. Le médecin Patrick Pelloux témoignait du cas des médecins urgentistes sur le site du Figaro la semaine dernière, s'inquiétant d'une vague de suicides dans les services d'urgence et invitant à "revoir totalement le management, car on pousse les gens vers une impasse".

Afin d'éviter de tels excès, la coach

Silvana Frazzetta conseille de prendre le contrôle sur ses conditions de travail : "Il faut savoir dire non, refuser les dossiers infaisables, revenir à des horaires corrects pour s'assurer un meilleur équilibre vie perso-vie professionnelle". L'employé doit éviter de subir des contraintes et des objectifs hors de sa portée : "Discutez-en avec votre supérieur hiérarchique ou un responsable RH, qui peut vous proposer un autre job, redéfinir votre mission de façon claire ou alléger votre charge de travail." Car le burn-out découle souvent d'une forte pression et d'une obsession pour le travail, même pendant le temps personnel dédié au repos.

### L'encyclopédie

### DES INVENTIONS

## HISTOIRE DE LA BRIQUE

Date : **4000 ans av. J-C** Lieu : **Egypte et l'Assyrie**

*Les débuts de la brique remontent très loin dans l'histoire, soit environ 4000 ans avant J.-C. En Mésopotamie, on laissait sécher les briques au soleil et ce procédé a permis la construction de temples monumentaux dès la seconde moitié du IV<sup>e</sup> millénaire. Il semblerait que la fabrication de la brique tient en cinq étapes. Tout d'abord l'extraction de l'argile, sa préparation, le moulage de la brique, le séchage, et pour terminer la cuisson.*





## Nadia Farès

Elle interprétera Dalida à l'écran



Un biopic consacré à Dalida devrait voir le jour en 2013. Nadia Farès interprétera le rôle de Dalida elle explique : "Je me souviens à 6-7 ans avoir vue Dalida à la télévision. Elle dégageait une telle générosité, un tel amour. Moi qui n'ai pas eu une enfance heureuse,

je me projetais vers elle comme si elle était ma maman. (...) Ce sera le film de ma vie !»

## Paris Hilton

elle côtoie la... foule

Habitée à vivre une existence luxueuse, loin de la banalité des autres gens, Paris Hilton fait chaque année une exception en se rendant au Festival de Coachella, l'un des plus grands rassemblements en plein air aux Etats-Unis.



## Emma Stone- Andrew Garfield

ils filent le parfait amour

Emma Stone et son boyfriend Andrew Garfield sont repérés en pleine flânerie sur le pavé de New York. Les deux tourtereaux filent le parfait amour. Pour cette promenade, la belle blonde est restée fidèle à son style légendaire.

## Gemma Arterton

la James Bond girl en pin-up

Au cours du lancement de la nouvelle bouteille Coca-Cola Light Gemma Arterton

n'est pas passée inaperçue. Pour cette occasion, elle a joué la carte de la pin-up fatale et a fait pétiller la soirée.



## Lily Collins

toujours à la recherche du prince charmant

Blanche-Neige à l'écran, la fille de Phil Collins s'impose par sa grâce, comme par son talent.

Innocente mais téméraire Blanche-Neige face à une Julia Roberts, hilarante en odieuse belle-mère, elle a soufflé le rôle à toute la jeunesse hollywoodienne.





| Horaires des prières pour Alger et ses environs |       |
|-------------------------------------------------|-------|
| Fadjr                                           | 04h31 |
| Dohr                                            | 12h48 |
| Asr                                             | 16h30 |
| Maghreb                                         | 19h29 |
| Icha                                            | 20h53 |

# MIDI

Quotidien national d'information *Libre*  
N° 1548 | Lundi 17 avril 2012

Le **MIDI LIBRE** met à la disposition de ses lecteurs deux numéros pour signaler une éventuelle absence du journal dans leurs quartiers.  
**0777.10.49.42**  
**0550.18.37.57**

## HAMID GRINE À L'ETABLISSEMENT ARTS ET CULTURE D'ALGER : «Un portrait sans polémique n'est pas un portrait»

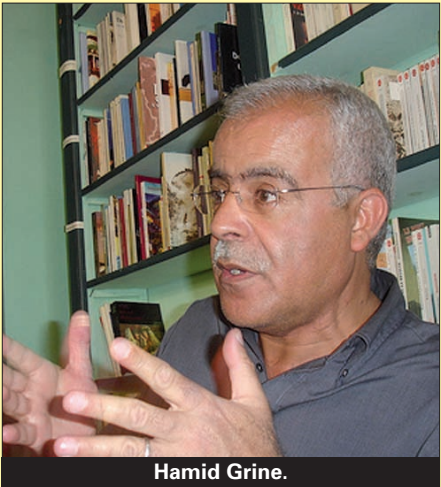
Dans le cadre de ses activités culturelles, l'Etablissement Arts et culture a organisé avant-hier, à l'occasion de la Journée du savoir, une conférence-débat animée par le journaliste et auteur, Hamid Grine. La rencontre s'est déroulée autour du thème «l'art du portrait».

PAR DJAMEL BOUKERMA

L'auteur, Hamid Grine, est connu sur la scène littéraire. Car, mis à part son style narratif, il est connu pour avoir eu à traiter, à travers ses œuvres, divers thèmes sur la société et ses problèmes. C'est grâce à cette touche personnelle, qu'il a pu acquérir un public en or. D'ailleurs, Hamid Grine est l'auteur de pas moins de quatorze (14) livres dont sept (7) consacrés au sport. Parmi eux, nous pourrions citer *Onze champions dans le miroir*, *Lakhdar Belloumi, un footballeur algérien*, *L'Almanach des sports individuels algériens*, et autres...

Cependant, son attachement à l'écriture sociologique, lui a permis de côtoyer des personnalités. Ces derniers l'ont influencé dans ses écrits. D'où, une certaine façon, qui le caractérise, de parler d'eux. Hamid Grine, spécialiste du portrait, n'a pas cessé d'expliquer durant cette conférence, sa conception de l'écriture de ce genre littéraire, qui, à l'étranger, est une spécialité propre à certains écrivains. D'après lui, il se distingue dans ce genre en s'appuyant sur les bases élémentaires du portrait, en apportant sa touche personnelle et originale.

Des personnalités connues et méconnues font partie de ses portraits. Un genre qui n'existe pas seulement pour décrire les personnages, mais aussi un art narratif à part entière. Il a illustré quelques portraits, lors de cette rencontre, à l'exemple de *Chronique d'une élection pas comme les autres* qui évoque les élections présidentielles de 2004, ou encore *Le café de Gide*. «Pour arriver à la matière première afin de réaliser un portrait, je compte sur le travail de terrain. J'ai fait des recherches dans les bibliothèques, en plus, j'ai fait parfois des déplacements vers d'autres wilayas», a fait savoir Hamid Grine. Evoquant son livre *Lakhdar Belloumi, un footballeur algérien*, l'auteur a expliqué : «J'ai fait tout ce qu'il faut faire en décrivant la face cachée de Lakhdar Belloumi». Et de poursuivre : «J'ai été impressionné par son talent et son rôle comme footballeur algérien. Je l'ai préalablement rassuré de ne pas parler de sa vie privée. C'est une personne qui ne parle pas, il garde son mystère». Par ailleurs, le conférencier est revenu sur le précédent débat tenu la semaine passée avec Zohra Drif-Bitat, en affirmant que c'est «une école, elle est très véridique à travers ses déclarations». Il est utile de signaler que Hamid Grine est aussi un journaliste spécialisé dans le portrait au quotidien



Hamid Grine.

Liberté dont il a affirmé qu'«à travers les portraits qui apparaissent sur ce quotidien, j'ai élargi une surface éditoriale. Je reçois des e-mails très controversés sur mon travail. Un portrait sans polémique n'est pas un portrait». Revenant au thème générique de cette rencontre «l'art du portrait», Hamid Grine a expliqué, avec sa conception que : «Le portait, en le comparant aux autres styles journalistiques comme l'éditorial, le papier d'ouverture..., est le plus difficile à exercer. De ce fait, trois raisons sont essentiellement versées sur les techniques. En premier, il y a la psychologie des personnalités traitées. La seconde consiste dans le style de la chronologie de sa rédaction (son cheminement ou son plan), qui englobe l'attaque, le développement et la conclusion. Et enfin, la troisième raison, est celle du sens de la formule qui est le plus difficile à appliquer. Ce dernier point se base sur la connaissance littéraire et le sens du propos».

Le débat autour de l'objectivité de la littérature reste à ce jour une polémique non résolue. Ce qui n'échappe pas également à ce style. Dans ce sillage, Hamid Grine affirme que «le portrait n'est pas un travail objectif mais subjectif». L'auteur est revenu sur la manière avec laquelle il sélectionne ses sujets en déclarant : «Je suis un écrivain réaliste, ayant une base de méthodologie. Mes romans font partie de ma sociologie, dont je traite l'aspect social» en ajoutant avec modestie : «Si j'arrive à changer les idées des personnes, pour moi c'est extraordinaire».

D. B.

## GROGNE À BOUMERDÈS Des villageois de la commune de Naciria ferment le siège de daïra

Les villageois de la commune de Naciria dans l'est de la wilaya de Boumerdès ne décolèrent toujours pas. Après avoir fermé, en début de semaine écoulée, le siège de la daïra de la ville précitée, les protestataires, venus de plusieurs villages notamment de Voumraou, Vouâassem, Taâzibt et Chender, reviennent à la charge pour réclamer l'amélioration de leur cadre de vie notamment par le lancement des projets de développement local. Plusieurs villageois se sont agglutinés devant ledit siège qu'ils ont fermé par la suite pour réclamer le revêtement des routes qui se trouvent dans un état déplorable, l'amélioration de la distribution d'eau potable et la réalisation des réseaux d'assainissement notamment dans les régions qui n'en disposent pas. Egalement, parmi les revendications soulevées par les protestataires, le raccordement de leurs villages au réseau de gaz naturel surtout lorsqu'on sait que cette région située au pied des monts de Sidi-Ali-Bounab, est connue pour son hiver rude.

Par la même occasion, les villageois ont dénoncé les promesses non tenues par des responsables de la wilaya, notamment après s'être entretenus avec eux au mois de juillet de l'année écoulée, où les responsables de la wilaya avaient promis de prendre en charge les doléances des villageois. A l'heure où nous mettons sous presse, le siège de daïra était encore fermé et plusieurs citoyens n'ont pas pu se faire délivrer leurs documents administratifs.

T. O.

A PARTIR DE DEMAIN

## Près de 1.600 prisonniers palestiniens en grève de la faim

Quelque 1.600 Palestiniens, détenus dans des prisons israéliennes, entameront une grève de la faim à partir de demain, pour réclamer de meilleures conditions de détention, a affirmé hier le ministre palestinien des Prisonniers, Issa Qaraqaë. "Il y a environ 1.600 prisonniers palestiniens qui commenceront mardi une grève de la faim, afin d'obtenir une amélioration de leurs conditions dans les prisons de l'occupation et nous avons préparé un programme national de solidarité avec eux", a précisé le ministre. Mardi coïncide avec la Journée des prisonniers

palestiniens, ainsi qu'avec la libération prévue de l'un d'entre eux, Khader Adnane, qui a observé une grève de la faim record de 66 jours. Au total, 10 prisonniers, tous en détention administrative, sont actuellement en grève de la faim dans les prisons israéliennes, selon le Club des prisonniers palestiniens. Plus de 4.700 Palestiniens sont détenus par Israël, dont 120 incarcérés avant les Accords d'Oslo de 1993 et 320 en détention administrative, selon le Club des prisonniers palestiniens. La plupart purgent des peines de prison à perpétuité.

AUTOROUTE EST-OUEST, TRONÇON SKIKDA-CONSTANTINE

## Le tube gauche du tunnel numéro 4 ouvert à la circulation

Le tube gauche du tunnel numéro 4 du tronçon Skikda-Constantine de l'autoroute Est-Ouest a été ouvert à la circulation samedi au cours d'une cérémonie officielle organisée en présence des autorités de la wilaya de Skikda et des responsables de l'Agence nationale des autoroutes (ANA).

La réalisation de ce tube gauche dont il ne reste plus aujourd'hui que les travaux d'aménagement et la pose des canalisations de drainage, avait été entamée en 2008, nécessitant le déblaiement de 837.000 m³ de terre, a-t-on expliqué sur place.

Le tube droit de ce tunnel situé à El Kantour, dans la commune de Aïn Bouziane (sud de la wilaya de Skikda), est également "sur le point d'être achevé", a indiqué une responsable de l'ANA, précisant à ce propos qu'il ne reste plus que 30 mètres à réaliser sur ce couloir. Les travaux de ce tunnel qui s'étend sur 2,5 km (1.500 mètres situés du côté de Skikda et 1.000 mètres

dans la partie du tronçon relevant de la wilaya de Constantine) ont enregistré un important retard du fait de "l'apparition de difficultés liées à une très grande instabilité du terrain, ce qui a nécessité une reprise de l'étude et imposé de creuser plus en profondeur pour éviter d'éventuels glissements", a-t-on affirmé. Les équipements et les matériels de contrôle, d'éclairage, de surveillance et de lutte anti-incendie ont été choisis selon les normes internationales et sont de même qualité que ceux équipant les plus grands tunnels du monde, selon les explications données sur place. Chacun des tubes de ce tunnel de 7,5 mètres de hauteur comporte trois voies de 3,5 m de large chacune et des trottoirs d'un mètre de chaque côté. Le tronçon de Skikda de l'autoroute Est-Ouest s'étend sur 68 km et comporte plusieurs ouvrages d'art, en l'occurrence 7 passerelles, 24 passages inférieurs, 5 ponts, 3 grands viaducs et des échangeurs.

PROCÈS EN APPEL DANS L'AFFAIRE DE CONTREBANDE DE DEVICES

## Verdict des 51 accusés le 22 avril

Le verdict du procès en appel des 51 accusés poursuivis dans une affaire de contrebande de devises d'Algérie vers l'Espagne sera prononcé le 22 avril par la chambre correctionnelle près la cour d'Alger, a indiqué hier, l'un des avocats des accusés, Me Sadek Chaïb.

Le procureur général près la cour d'Alger a requis, lors de l'audience qui s'est déroulée dimanche matin, une aggravation des peines à l'encontre des accusés, déjà condamnés en première instance en janvier dernier à des peines allant de 3 à 10 années de prison ferme. La liste nominative des accusés, envoyée par les Douanes espagnoles aux Douanes algériennes et sur la base de laquelle l'enquête sur cette affaire a été diligentée, a

été contestée par les avocats de la défense. Les mis en cause sont accusés de blanchiment d'argent, violation de la législation et du règlement concernant le change et du mouvement des capitaux de et vers l'étranger. Selon l'ordonnance de renvoi, les faits de cette affaire remontent à 2010 lorsque les Douanes espagnoles ont adressé aux Douanes algériennes une note faisant état du transfert d'Algérie vers l'Espagne d'importantes sommes en devises pour leur blanchiment dans plusieurs projets à l'étranger. Les accusés acquerraient d'importantes sommes en devises au niveau de square Port-Said à Alger pour les transférer ensuite vers l'étranger, en l'occurrence vers l'Espagne, sans passer par les Douanes algériennes.

## MÉTÉO

## Un BMS en cours jusqu'à demain

Des averses de pluies, parfois orageuses, alternant avec des périodes d'éclaircies, affecteront lundi et mardi certaines wilayas du pays, a indiqué hier l'Office national de la météorologie (ONM) dans un bulletin météo spécial (BMS).

Les wilayas de Aïn Temouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Relizane, Mascara, Tipaza et Aïn Defla seront touchées par ces averses jusqu'à lundi 16 avril à 12h, précise la même source.

Les cumuls estimés dans ces wilayas atteindront ou dépasseront localement 40 mm durant la validité.

Les wilayas de Médéa, Alger, Blida, Bouira, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Jijel, Bordj Bou-Arredj, nord de Sétif, Skikda, Annaba, El Tarf, Guelma et Souk Ahras seront touchées par ces averses jusqu'à mardi 17 avril à 9h.

Les cumuls estimés seront de l'ordre de 50 mm durant la validité et atteindront ou dépasseront localement 70 mm sur Béjaïa, Jijel et Skikda.